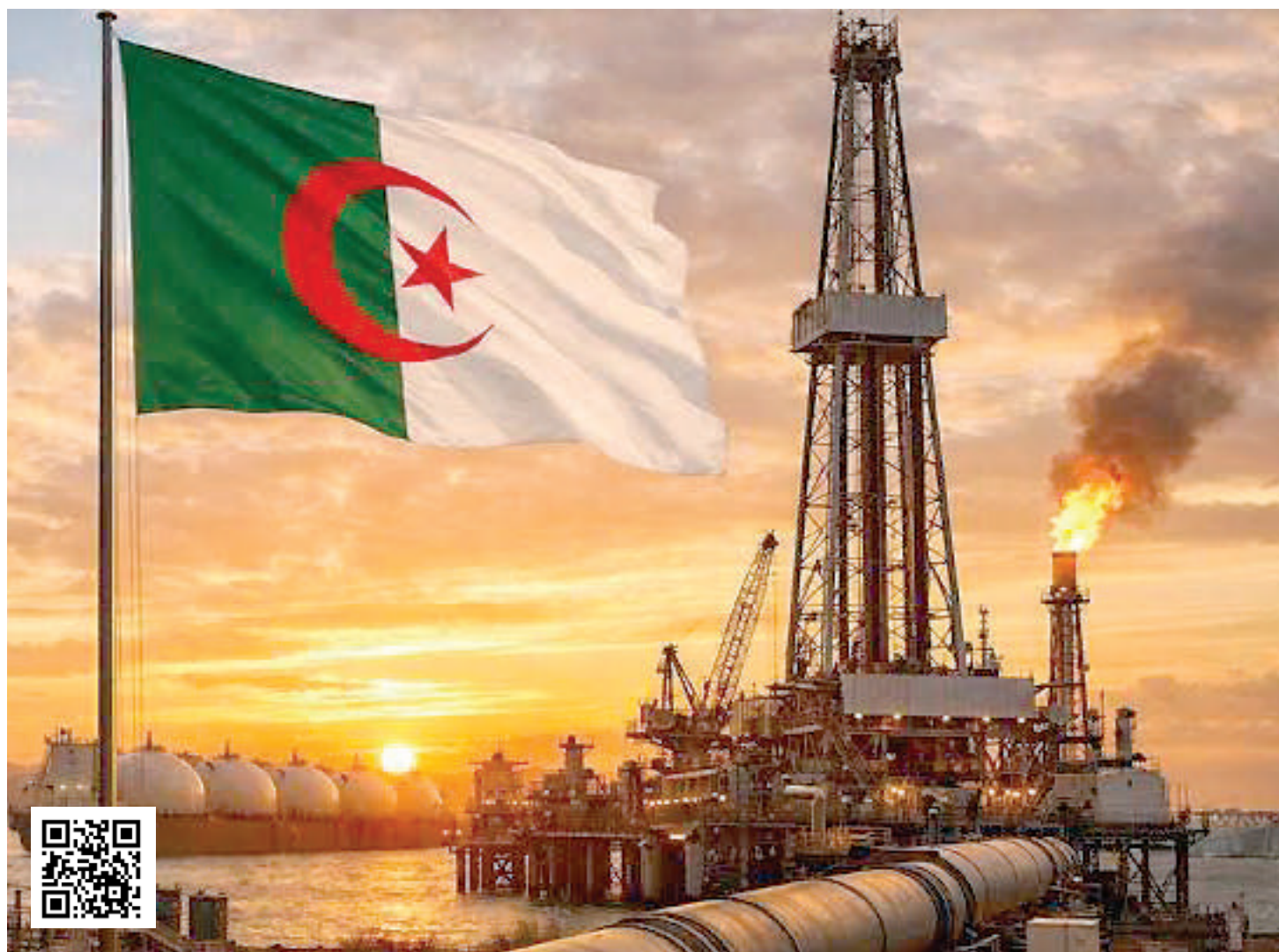


ALGERIA BID ROUND 2026

Un cadre flexible pour séduire les investisseurs

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a dévoilé les grandes lignes de l'Algeria Bid Round 2026, un nouvel appel d'offres destiné à dynamiser les investissements internationaux dans le secteur des hydrocarbures. Le message central de cette campagne est clair : « Les grands investissements exigent un cadre flexible ». P 3

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
**L'Algérie vise un statut
de hub régional**

Longtemps considérée comme un marché secondaire en Afrique du Nord, derrière l'Égypte, l'Algérie renforce progressivement sa position dans l'industrie pharmaceutique. Soutenue par un effort public important et par l'essor de la production locale, l'industrie du médicament connaît une transformation qui pourrait permettre au pays de se positionner davantage sur le marché régional.

P 2

ALGÉRIE-ESPAGNE

**La reprise des échanges
commerciaux se
confirme**

Les relations commerciales entre l'Algérie et l'Espagne connaissent un net regain de dynamisme, porté par une reprise particulièrement marquée des échanges en 2025 et au début de 2026. Les données de la « Fiche Pays Algérie 2026 », publiée en août par l'ICEX et l'Office économique et commercial de l'ambassade d'Espagne à Alger, mettent en évidence le retour progressif de l'Espagne sur le marché algérien, mais aussi la place importante qu'occupe désormais l'Algérie dans les échanges avec son voisin européen.

P 3

CONTRIBUTION

**Comment le secteur
de l'agriculture (à travers
sa politique) devrait
changer avec le
changement climatique ?**

Pour être viable, l'agriculture mondiale aura à relever le triple défi de la croissance démographique et de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et des ressources naturelles, et de la raréfaction des énergies fossiles (Mediterra 2009). Ceci est encore plus vrai et plus actuel dans les pays du Maghreb dont l'agriculture se pratique souvent dans les zones à fortes contraintes et dont les indicateurs démographiques, économiques et sociaux ne sont pas toujours favorables. Les risques sont donc importants et les enjeux encore plus importants lorsqu'il s'agit de menaces liées aux changements climatiques (CC).

Zoubir SAHLI, Agréonomiste, consultant expert

P 5

APOSTILLE EN ALGÉRIE

**Les modalités de paiement
du droit de timbre fixées** P 2
L'ANCRAGE DE SONATRACH AU NIGER
S'ÉLARGIT
**Après Kafra, le bloc pétrolier
«Bilma» en ligne de mire** P 3

FEUX DE FORÊT

**Le groupe « Agrolog »
envoie plus de 40 camions
vers les wilayas touchées** P 4

PRISE EN CHARGE
DES FAMILLES
IMPACTÉES PAR LES
INCENDIES
**Les équipes
des cellules
de solidarité
de proximité
poursuivent leurs
interventions**

Les équipes des cellules de solidarité de proximité poursuivent leurs interventions sur le terrain dans les wilayas de Tizi Ouzou, Jijel et El Tarf au profit des sinistrés des récents incendies, indique dimanche un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Ces interventions interviennent "en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, dans le cadre de la prise en charge des familles impactées par les incendies", précise le communiqué. Dans la wilaya de Tizi Ouzou, les équipes des cellules de solidarité ont continué, dans plusieurs communes, à apporter des aides en nature et à accompagner les citoyens évacués à titre préventif, tout en intensifiant le soutien psychologique et en s'enquérant de l'état des blessés. A Jijel, les équipes spécialisées des cellules de solidarité poursuivent leurs actions au profit des enfants hébergés au centre de formation professionnelle de Chekfa, où plus de 55 enfants ont bénéficié d'une troisième séance de suivi psychologique. Les cellules de solidarité de Oued Zhour et Chéraïa relevant de la wilaya de Skikda continuent d'appuyer les équipes spécialisées de la wilaya de Jijel, en assurant, pour le troisième jour consécutif, un accompagnement psychologique au niveau du centre d'hébergement de la commune de Djemaâ Beni Habibi et de l'école primaire Taleb-Abdelkrim. Dans la wilaya d'El Tarf, la Direction de l'action sociale et de la solidarité a activé les mécanismes de prise en charge et d'accompagnement suite aux incendies ayant touché la région de Khenguet Aoun, entraînant l'évacuation préventive de 65 familles, auxquelles des aides matérielles et un soutien psychosocial ont été apportés, conclut le communiqué.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie vise un statut de hub régional

Longtemps considérée comme un marché secondaire en Afrique du Nord, derrière l'Égypte, l'Algérie renforce progressivement sa position dans l'industrie pharmaceutique. Soutenue par un effort public important et par l'essor de la production locale, l'industrie du médicament connaît une transformation qui pourrait permettre au pays de se positionner davantage sur le marché régional.

Synthèse Z R.

Cette évolution repose principalement sur trois leviers : l'augmentation des dépenses publiques de santé, le développement rapide de l'appareil de production pharmaceutique et la progression attendue de la demande intérieure. L'un des principaux indicateurs de cette dynamique réside dans l'effort budgétaire consenti par l'État. Les dépenses de santé représentent désormais 6 % du PIB algérien, traduisant une volonté de renforcer et de moderniser le système sanitaire national. Cet effort s'inscrit dans une politique engagée depuis plusieurs années. Selon les données sectorielles de "Maghreb Pharma", quelque 28 milliards de dollars auraient été injectés dans le secteur de la santé et du médicament au cours de la dernière décennie. Ces investissements ont contribué à créer les conditions nécessaires au développement d'un tissu industriel pharmaceutique national, notamment à travers la production locale de médicaments et la réduction progressive de la dépendance aux importations.

Plus de 213 unités de production

L'expansion de l'industrie locale constitue l'un des principaux résultats de cette politique. L'Algérie compte désormais plus de 213 usines de fabrication pharmaceutique, selon les mêmes données. La multiplication des unités de production traduit la volonté de consolider une industrie nationale capable de répondre à une part croissante des besoins du marché intérieur.

Cette dynamique s'inscrit également dans une logique de substitution aux importations, avec le développement progressif de capacités nationales dans différents segments du médicament. Elle contribue parallèlement à l'émergence de compétences techniques locales et à la constitution d'un écosystème industriel plus dense. L'enjeu pour les prochaines années sera toutefois de consolider ces capacités, d'améliorer leur intégration et de favoriser le développement de produits à plus forte valeur ajoutée.

Un marché attendu à 550 milliards de dinars en 2029

La croissance de l'industrie pharmaceutique algérienne devrait également être soutenue par l'évolution du marché intérieur. Selon les projections citées par Maghreb Pharma, le marché pharmaceutique algérien pourrait atteindre environ 550 milliards de dinars à l'horizon 2029, avec une croissance annuelle estimée entre 3 % et 5 %. Cette progression devrait être soutenue par plusieurs facteurs, notamment l'évolution démographique, l'augmentation des besoins de santé et l'élargissement de la couverture sanitaire. La croissance attendue apparaît ainsi davantage comme une trajectoire de consolidation du marché que comme une expansion ponctuelle. Elle pourrait offrir aux producteurs locaux et aux investisseurs de nouvelles perspectives dans un secteur où la demande reste structurellement importante.

De la substitution aux importations à l'export

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1

Plus de 8.000 nouveaux bacheliers inscrits pour la prochaine rentrée

Au total 8.471 nouveaux bacheliers sont inscrits à l'université Frères Mentouri (Constantine1), au titre de la rentrée 2026-2027, prévue le 22 septembre prochain, a-t-on appris dimanche auprès d'un respon-

sable de cet établissement d'enseignement supérieur. Dans une déclaration à l'APS, le vice-recteur de l'université chargé de la pédagogie, le Dr Abderrezzak Merabet a indiqué que le plus grand nombre est inscrit

à la faculté des sciences de technologie (2.333) suivi de 1525 nouveaux étudiants à la faculté des lettres et langues étrangères et traduction. Le reste des nouveaux étudiants est réparti sur les au-

tres facultés à l'instar de celle des sciences de la nature et de la vie (1135), sciences exactes (981), droit (915), Institut de la nutrition, de l'alimentation et des technologies Agro-Alimentaires (499) et l'institut des

sciences vétérinaires (408), sciences de techniques appliquées (430) et sciences de la terre et de l'univers (245), a-t-il précisé.

APS

APOSTILLE EN ALGÉRIE

Les modalités de paiement du droit de timbre fixées

Les modalités de perception du droit de timbre applicable à l'apostille sont désormais fixées. Un arrêté interministériel signé le 9 juillet 2026 par les ministres chargés des Affaires étrangères, des Finances et de la Poste et des Télécommunications précise les procédures liées à l'acquittement de ce droit et à la délivrance de la vignette apostille. Le texte, publié au titre de l'article 142 sexes du Code du timbre, encadre notamment la vente et l'utilisation de la vignette destinée à l'apostille des documents officiels. Selon l'arrêté, la délivrance de la vignette apostille est subordonnée au paiement préalable du droit de timbre. Le demandeur doit présenter une pièce d'identité pour effectuer cette formalité. Le paiement peut être effectué auprès du receveur des impôts ou du responsable de l'établisse-

ment postal. En contrepartie, une vignette autocollante sécurisée est délivrée au demandeur. Cette vignette est ensuite apposée par l'autorité compétente sur le document concerné par la procédure d'apostille. L'arrêté ne fixe pas lui-même le montant du droit de timbre. Il précise que celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de la législation en vigueur. Le dispositif prévoit également une organisation précise pour l'approvisionnement en vignettes. La Direction générale des impôts (DGI) assure son approvisionnement auprès de la Banque d'Algérie, tandis que les établissements postaux sont approvisionnés par les directions des impôts des wilayas en fonction de leurs besoins. Aucun versement préalable de fonds n'est prévu pour cet approvisionnement. Le texte prévoit par ailleurs la conclusion d'une convention

entre le ministère des Finances et Algérie Poste. Celle-ci doit déterminer les modalités d'approvisionnement des établissements postaux en vignettes apostille ainsi que le taux de la commission revenant à l'opérateur postal sur le produit des ventes effectivement réalisées. L'arrêté introduit également un mécanisme de suivi fondé sur les données numériques relatives aux certificats d'apostille. À cette fin, les services de la Direction générale des impôts bénéficieront d'un accès aux données statistiques du registre national numérisé de délivrance des certificats d'apostille, géré par le ministère chargé des Affaires étrangères. Cette mesure doit permettre aux services fiscaux d'assurer le suivi des opérations liées à la délivrance des vignettes.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGERIA BID ROUND 2026

Un cadre flexible pour séduire les investisseurs

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a dévoilé les grandes lignes de l'Algeria Bid Round 2026, un nouvel appel d'offres destiné à dynamiser les investissements internationaux dans le secteur des hydrocarbures. Le message central de cette campagne est clair : « Les grands investissements exigent un cadre flexible ».

Par Z R.

Pierre angulaire de cette stratégie, la loi 19-13 sur les hydrocarbures est présentée par l'agence comme un texte « éprouvé par les résultats ». Selon les chiffres communiqués par ALNAFT, 14 contrats internationaux majeurs ont été signés au cours des 24 derniers mois, un bilan que l'agence met en avant pour rassurer les investisseurs potentiels sur la solidité et l'attractivité du cadre juridique algérien. Au cœur du dispositif, ALNAFT insiste sur la mise en place de termes fiscaux adaptatifs, conçus spécifiquement pour encourager l'investissement dans l'exploration et la production pétrolières et gazières. L'objectif affiché est d'offrir un équilibre entre l'attractivité pour les opérateurs internationaux et la préservation des intérêts nationaux, dans un contexte de volatilité persistante des marchés de l'énergie. Le troisième axe de communication de l'agence porte sur ce qu'elle qualifie de « voie rationalisée vers la production ». ALNAFT annonce des démarches administratives simplifiées, dont l'ambition est de réduire les délais d'exécution des projets et

d'accélérer leur mise sur le marché — un enjeu crucial pour des investisseurs soucieux de rentabiliser rapidement leurs engagements dans un secteur capitalistique.

Plus de 53 groupes internationaux déjà inscrits à la Data Room

Deux mois seulement après l'ouverture officielle de la Data Room, plus de 53 groupes pétroliers internationaux se sont déjà inscrits, rappelle-t-on, pour accéder aux données techniques relatives aux sept blocs proposés dans le cadre du Bid Round 2026. Ce chiffre traduit un engouement croissant des compagnies étrangères pour le marché algérien, porté à la fois par un contexte international et national favorable à l'investissement et par le succès des réformes inédites introduites dans l'élaboration de cet appel à la concurrence. Les sept blocs mis en concurrence représentent un volume de ressources estimé à près de deux milliards de barils équivalent pétrole, et leur proximité avec des installations déjà en activité constitue un atout supplémentaire aux yeux des grands groupes étrangers.

Ces périmètres se situent dans les principaux bassins pétroliers et gaziers du pays, notamment à Ouargla, Illizi, Touggourt et El Bayadh. Certains blocs renferment des découvertes déjà identifiées, tandis que d'autres présentent un potentiel d'exploration jugé particulièrement prometteur. À travers cette campagne de communication, l'Algérie veut renforcer son positionnement comme destination compétitive pour les capitaux étrangers dans l'énergie, à l'heure où de nombreux pays producteurs se disputent l'attention des majors internationales. En mettant en avant à la fois un historique de contrats concrets, une fiscalité repensée et une administration allégée, ALNAFT entend démontrer que le cadre réglementaire algérien a évolué pour répondre aux standards attendus par les investisseurs internationaux. L'Algeria Bid Round 2026 s'annonce ainsi comme une échéance clé pour l'avenir du secteur amont algérien, dont les résultats seront scrutés de près par l'ensemble des acteurs du marché énergétique mondial.

ALGÉRIE-ESPAGNE

La reprise des échanges commerciaux se confirme

Par Selma R.

Les relations commerciales entre l'Algérie et l'Espagne connaissent un net regain de dynamisme, porté par une reprise particulièrement marquée des échanges en 2025 et au début de 2026. Les données de la « Fiche Pays Algérie 2026 », publiée en août par l'ICEX et l'Office économique et commercial de l'ambassade d'Espagne à Alger, mettent en évidence le retour progressif de l'Espagne sur le marché algérien, mais aussi la place importante qu'occupe désormais l'Algérie dans les échanges avec son voisin européen. Le principal indicateur de cette reprise est l'évolution des exportations espagnoles vers l'Algérie. Celles-ci ont atteint 2,38 milliards de dollars en 2025, contre seulement 861 millions de dollars en 2024, soit une progression spectaculaire de 177 %. Cette tendance s'est d'ailleurs maintenue au début de 2026, avec 804 millions de dollars d'exportations espagnoles enregistrés dès le premier trimestre. Une telle évolution doit surtout être lue comme le signe d'un rétablissement des circuits commerciaux entre les deux pays : après une période de forte perturbation, le marché algérien a progressivement renoué avec les fournisseurs espagnols, notamment dans des secteurs répondant aux besoins de l'économie nationale. Les viandes et abats représentent ainsi 15,6 % des exportations espagnoles vers l'Algérie, devant les véhicules avec 12,4 % et les machines et appareils avec 7,5 %. Pour l'Algérie, cette évolution constitue également un indicateur de l'attractivité retrouvée de son marché. Avec un PIB de 287 milliards de dollars en 2025 et une croissance économique de 3,7 %, le pays continue en ef-

fet d'afficher un niveau de demande qui intéresse les entreprises étrangères. La baisse de l'inflation à 1,4 % contribue elle aussi à créer un environnement plus favorable aux échanges et à l'activité économique. Si les exportations espagnoles connaissent un rebond important, la balance commerciale bilatérale demeure néanmoins largement favorable à l'Algérie. Les importations espagnoles en provenance du marché algérien ont ainsi atteint 7,01 milliards de dollars en 2025, soit près de trois fois la valeur des exportations espagnoles vers l'Algérie. Cette performance repose principalement sur les hydrocarbures, qui représentent 94,5 % des importations espagnoles depuis l'Algérie, confirmant le rôle du pays comme fournisseur stratégique de l'Espagne et, plus largement, comme partenaire énergétique majeur de l'Europe. Le poids de l'Espagne dans les exportations algériennes confirme cette importance réciproque. Avec 15,8 % des exportations algériennes destinées au marché espagnol au sein de l'Union européenne, l'Espagne figure en effet parmi les principaux débouchés européens pour les produits algériens, derrière l'Italie et devant la France. La relation commerciale conserve ainsi une configuration particulièrement favorable à l'Algérie : le taux de couverture des échanges s'est établi à 34 % en sa faveur, avec un déficit commercial espagnol de 4,62 milliards de dollars. Autrement dit, pour chaque dollar de marchandises exportées par l'Espagne vers l'Algérie, le marché espagnol a absorbé une valeur nettement supérieure de produits algériens. L'enjeu pour l'Algérie consiste désormais à capitaliser sur cette reprise pour élargir progressivement la structure de ses exportations. Les hydrocarbures constituent certes

toujours l'essentiel des ventes vers l'Espagne, mais la montée en puissance de plusieurs secteurs industriels offre des perspectives nouvelles. À l'échelle globale, les exportations algériennes comprennent déjà, en dehors des combustibles, 1,47 milliard de dollars d'engrais, près de 988 millions de dollars de fonte, fer et acier, ainsi que 876 millions de dollars de produits chimiques inorganiques. Ces filières pourraient ainsi constituer des relais supplémentaires sur le marché espagnol, à mesure que la production nationale augmente et que les capacités industrielles se renforcent. Cette perspective est d'autant plus intéressante que l'Espagne manifeste, de son côté, un intérêt croissant pour le marché algérien : l'ICEX présente notamment l'Algérie comme un marché à fort potentiel pour les secteurs de la construction, des infrastructures, de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. La présence espagnole dans plusieurs manifestations économiques et professionnelles organisées en Algérie en 2026 illustre d'ailleurs cette volonté de renforcer les relations d'affaires. Le commerce n'est cependant qu'une composante de la relation économique. Les données disponibles montrent que le stock d'investissements espagnols en Algérie demeure significatif : il atteignait 1,38 milliard d'euros en 2024 et générerait 2 208 emplois directs. À l'inverse, les investissements algériens en Espagne représentaient seulement 310,82 millions d'euros et 143 emplois directs. Ces chiffres montrent ainsi que les entreprises espagnoles disposent déjà d'une implantation économique en Algérie, tandis que les nouveaux flux d'investissement restent encore modestes de part et d'autre.

L'ANCRAGE DE SONATRACH AU NIGER S'ÉLARGIT Après Kafra, le bloc pétrolier « Bilma » en ligne de mire

Par S. R.

Enclenchée à travers le projet de Kafra, la dynamique de partenariat énergétique entre l'Algérie et le Niger prend une nouvelle ampleur. Un accord vient d'être formalisé entre le ministère algérien des Hydrocarbures et les autorités nigériennes, confirmant l'intensification des relations bilatérales dans le secteur pétrolier. Sonatrach s'apprête ainsi à réexaminer l'étude de faisabilité du bloc pétrolier de Bilma, un périmètre situé dans les régions de Diffa et d'Agadez, au Niger, avec l'objectif de développer un gisement stratégique pouvant produire plus de 20 000 barils par jour. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des travaux déjà menés sur le bloc de Kafra, où la compagnie nationale est engagée aux côtés de son homologue nigérienne. Elle confirme ainsi la volonté d'Alger de consolider son ancrage et de devenir un partenaire technique central pour Niamey dans le développement de ses ressources en hydrocarbures, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Le bloc de Bilma couvre précisément ce périmètre stratégique qui s'étend de Diffa à Agadez. Selon les estimations préliminaires, ce gisement pourrait afficher une production supérieure à 20 000 barils par jour, sur une durée d'exploitation estimée à 20 ans, ce qui en fait un projet de premier plan pour le secteur énergétique nigérien. Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a d'ailleurs confirmé que Sonatrach mettra son expertise technique au service de la société nationale nigérienne des pétroles, la Sonidep, en l'accompagnant dans la préparation et la mise en œuvre du plan de développement. Ce plan sera élaboré à l'issue de la révision de l'étude de faisabilité, une fois les conclusions techniques établies. Le rapprochement avec Bilma ne se comprend d'ailleurs pleinement qu'à la lumière du précédent de Kafra. Les deux parties ont en effet fait le point sur l'avancement des travaux menés sur ce bloc, auquel Sonatrach participe déjà, et ont convenu de renforcer leur coordination afin d'accélérer les activités. Ce lien entre les deux dossiers illustre une méthode bien rodée : le savoir-faire technique acquis sur Kafra sert désormais de socle pour aborder ce nouveau gisement. En dupliquant cet effort d'exploration, Sonatrach cherche à s'inscrire dans la durée et à consolider son positionnement dans la région du Sahel, où la compagnie entend assurer une présence industrielle stable et durable. Le développement conjoint des gisements de Kafra et de Bilma s'accompagne par ailleurs d'un volet commercial et logistique déjà opérationnel, qui témoigne de la diversification des axes de coopération entre les deux pays. Depuis le 14 août dernier, Sonatrach exporte ainsi du carburant d'aviation Jet A1 vers le Niger depuis la raffinerie d'Adrar, afin d'approvisionner régulièrement le marché nigérien. Parallèlement, les deux compagnies ont procédé au chargement et à la commercialisation conjointe d'une première cargaison de pétrole brut nigérien, le « Meleck », depuis le terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin. Cette coopération s'étend également à la formation, avec l'organisation prochaine d'une session dédiée à la maintenance des installations de raffinage, au profit de cadres nigériens en Algérie. À cela s'ajoute l'étude de la création d'un centre d'approvisionnement en bitume à Zinder, ainsi que l'examen des capacités d'approvisionnement continu en carburant aviation.

FEUX DE FORÊT

Le groupe « Agrolog » envoie plus de 40 camions vers les wilayas touchées

Le groupe des industries agroalimentaires et de la logistique « Agrolog » a lancé, ce dimanche, une initiative de solidarité visant à fournir plusieurs produits de première nécessité aux citoyens touchés par les incendies qui ont affecté plusieurs wilayas du pays. L'opération, à laquelle ont pris part plusieurs filiales du groupe, a débuté au siège de la Société algérienne des viandes rouges « Alviar », filiale d'« Agrolog » à Birtouta (Alger). Plusieurs camions chargés d'aides comprenant différents produits du groupe, ainsi que des articles de literie, se sont dirigés vers les zones sinistrées. « Alviar » contribue à cette opération en fournissant des quantités de literie et ses accessoires, ainsi que de l'eau minérale et des boîtes de lait frais. De son côté, l'Office national des aliments du bétail et de l'élevage avicole (ONAB) participe en fournissant des quantités de poulet congelé et d'œufs de consommation, ainsi que des aliments pour animaux et du bétail. Pour sa part, « Méditerranéenne du Froid » contribue à l'opération en fournissant du lait en poudre, des pâtes alimentaires et de l'eau minérale. Le groupe « Agrolog » a souligné que cette opération traduit sa volonté de contribuer concrètement aux initiatives nationales à caractère solidaire et de mettre en évidence l'importance de la conjugaison des efforts des entreprises nationales et de leur contribution au service des initiatives de solidarité. Dans une déclaration, le directeur général d'« Alviar », Mohamed Rezki, a indiqué que l'opération avait permis d'acheminer plus de 40 camions vers les wilayas touchées, notamment la wilaya de Jijel, en plus des aides acheminées par les filiales d'« Agrolog » implantées dans les wilayas de l'Est du pays.

APS

SANTÉ/PRISE EN CHARGE DES BLESSÉS DES INCENDIES

Mobilisation de tous les moyens humains et matériels

Le ministère de la Santé a assuré, hier dans un communiqué, que tous les moyens humains et matériels sont mobilisés au niveau des établissements de santé concernés pour une prise en charge optimale et immédiate des blessés des incendies enregistrés dans plusieurs wilayas du pays. Le ministère de la Santé a indiqué avoir "mobilisé tous les moyens humains et matériels au niveau des établissements de santé concernés, tout en assurant une coordination et un suivi continus, afin de garantir une prise en charge optimale et immédiate des blessés", assurant n'avoir relevé "aucune insuffisance susceptible d'impacter la qualité et la continuité de la prise en charge sanitaire". Les médicaments et autres dispositifs médicaux nécessaires sont disponibles en quantités suffisantes, a précisé le ministère, soulignant que "les mécanismes de suivi et d'approvisionnement ont été

activés dès les premières heures du déclenchement des incendies, permettant ainsi une réponse rapide à tout besoin supplémentaire, dans le cadre du plan d'urgence sanitaire élaboré par le ministère et de sa politique proactive visant à garantir une intervention rapide et efficace face à de telles situations exceptionnelles". Le ministre a rappelé que la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) "assure, tout au long de l'année, l'approvisionnement régulier des structures sanitaires à travers les différentes wilayas du pays en produits pharmaceutiques et autres dispositifs médicaux, selon les besoins exprimés, tout en prenant des mesures spécifiques, dont le renforcement des approvisionnements, durant la saison estivale, pour faire face à toute situation exceptionnelle et à une éventuelle augmentation des besoins".

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,34	-6,06	7,35	7,54	4635	1 599 075,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,13	0,24	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,16	7,56	7,64	5715	8 001 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2514,00	0,00	0,05	1,09	6,68	6,36	1000	2 514 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-1,01	-7,11	8,49	8,54	7175	14 701 575,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	431,00	+4,87	2,64	2,90	1,19	8,12	530	226 430,00

APPROVISIONNEMENT DES SINISTRÉS EN EAU POTABLE

Les instructions du ministre de l’Hydraulique

Le ministre de l’Hydraulique, Lounès Bouzegza, a instruit, samedi, de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'approvisionnement des citoyens sinistrés par les feux de forêt en eau potable, tout en accélérant le recensement et la réhabilitation des infrastructures endommagées, indique un communiqué du ministère. Dans ce cadre, M. Bouzegza a ordonné la mobilisation des citernes de l'Algérienne des Eaux (ADE) relevant de plusieurs wilayas, afin de renforcer les opérations d'approvisionnement et de répondre aux besoins recensés, précise la même source. Le ministre a également ordonné le "recensement immédiat et précis" de l'ensemble des infrastructures hydrauliques ayant subi des dommages du fait des feux enregistrés

dans plusieurs wilayas de l’Est du pays, ainsi que l'accélération de la programmation et de la réalisation des opérations de maintenance et de réhabilitation, en vue de leur remise en service dans les meilleurs délais, ajoute le communiqué. M. Bouzegza a, en outre, souligné la nécessité de la mobilisation pleine et entière de l'ensemble des services et établissements du secteur et de la mise à disposition de tous les moyens disponibles, afin d'assurer la continuité du service public de l'eau, de prendre en charge rapidement les préoccupations exprimées et d'accompagner les citoyens dans cette douloureuse épreuve. Dans le même contexte, l'ADE a affirmé, dans un communiqué, avoir mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels au niveau de ses unités de Jijel, Béjaïa, Skikda et Sétif, à

travers une coordination sur le terrain entre les unités voisines, qui se sont rapidement mobilisées pour intervenir et contribuer aux efforts d'extinction des feux. L'entreprise a précisé avoir mobilisé ses équipes techniques et ses moyens matériels, notamment des citernes et les équipements nécessaires, pour contribuer aux opérations d'extinction aux côtés des autorités locales et des services de la Protection civile sur le terrain. Elle a également mobilisé la majorité de ses équipes de maintenance et d'intervention pour réparer les dégâts ayant affecté certaines infrastructures et réseaux et œuvrer au rétablissement du service public de l'eau potable dans les zones sinistrées.

R E.

FEUX DE FORÊT/INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des mesures d’urgence pour la prise en charge des sinistrés

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé, samedi dans un communiqué, des mesures d'urgence, dans le cadre de la cellule de crise mise en place à son niveau, pour répondre aux besoins sanitaires des populations des zones touchées par les incendies ayant affecté plusieurs zones forestières dans certaines wilayas. Dans ce cadre, le ministère a indiqué, lors d'une réunion de cette cellule, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, avoir invité l'ensemble des établissements pharmaceutiques spécialisés dans la production, la commercialisation et l'importation de mé-

dicaments et de dispositifs médicaux, à participer à un élan de solidarité destiné à prendre en charge les besoins des sinistrés. Le ministère a appelé ces établissements à coordonner leurs actions avec le ministère de la Santé et la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), afin de déterminer la nature et le volume des besoins urgents au niveau des établissements hospitaliers relevant des zones touchées, permettant ainsi d'assurer "une réponse rapide et efficace". Dans le cadre de ces mesures, les centres de stockage relevant des deux établissements pharmaceutiques "Biorem" et "Moderne Santé", situés dans la commune de Taher, dans la wilaya de Jijel, ont été ouverts afin d'assurer la réception, la collecte et le stockage

des différents dons, produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés aux zones sinistrées, avant leur distribution en fonction des besoins recensés et communiqués par les parties concernées. Dans le même contexte, une coordination a été mise en place avec le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) afin d'organiser la collecte des dons, d'en assurer l'encadrement et de les orienter vers les centres de collecte, de manière à garantir leur acheminement aux établissements de santé ainsi qu'aux citoyens et aux malades des zones sinistrées, dans un cadre organisé et efficace, selon le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	90	البطاطا
	Tomate	80	96	64	الطماطم
	Oignon sec	81	90	71	البصل الجاف
	Ail sec	746	859	633	الثوم الجاف
	Carotte	120	132	107	الجزر
	Navet	166	187	145	اللفت
	Poivron	131	149	114	القلقل الاخضر
	Piment	139	159	120	القلقل الحار
	Courgette	89	103	74	الكوسة
	Haricot vert	209	236	183	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	122	136	108	الخس
Fruits frais	Pomme locale	419	523	316	التفاح المحلي
	Datte	515	377	393	التمر
	Raisin	297	580	218	العنب
	Banane	599	624	574	الموز
	Melon	89	103	76	البطيخ الاصفر
	Pastèque	73	83	63	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2087	2241	1934	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	500	514	486	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	99	106	92	حليب البقر (لتر)

Comment le secteur de l'agriculture (à travers sa politique) devrait changer avec le changement climatique¹ ?

Pour être viable, l'agriculture mondiale aura à relever le triple défi de la croissance démographique et de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et des ressources naturelles, et de la raréfaction des énergies fossiles (Mediterra 2009). Ceci est encore plus vrai et plus actuel dans les pays du Maghreb dont l'agriculture se pratique souvent dans les zones à fortes contraintes et dont les indicateurs démographiques, économiques et sociaux ne sont pas toujours favorables. Les risques sont donc importants et les enjeux encore plus importants lorsqu'il s'agit de menaces liées aux changements climatiques (CC).

1^{ère} partie

Zoubir SAHLI,
Agroéconomiste, consultant expert

Il faut dire qu'il ya eu déjà une prise de conscience (nationale, régionale et internationale) quant aux risques et à la sensibilité des territoires aux risques des CC, ainsi qu'au devenir des ressources naturelles et des systèmes de production mis en œuvre dans le cadre de politiques nationales. Il a été démontré aussi l'importance des actions menées dans beaucoup de pays, notamment les pays maghrébins, dans le cadre de politiques agricoles et rurales, parfois audacieuses, face aux risques de dégradation, de désertification, de vulnérabilité économique et sociale et d'insécurité alimentaire. Il a été enfin évalué et mesuré, partout dans le monde, l'ampleur des programmes mis en œuvre et surtout les tâches qui restent à accomplir.

Mais cela ne suffit pas et les risques auxquels font face l'Algérie et tous ces pays sont énormes et les enjeux plus importants et plus sérieux.

Dans ce papier, il nous parait nécessaire de faire quelques recommandations et de proposer des pistes de solutions, concernant plus particulièrement l'Algérie, ayant un rapport avec :

- L'intégration du changement climatique dans les politiques agricoles, en mettant l'accent sur les mécanismes structurels et les mesures conjoncturelles d'adaptation des secteurs de l'agriculture et du développement rural aux changements climatiques, en accord avec les principaux accords et conventions

- Les Politiques agricoles et rurales (surtout d'adaptation au changement climatique) à renforcer et/ou à engager au niveau des pays du Maghreb :

« Comment formuler des politiques (et des stratégies) agricoles résilientes aux CC ? Quels sont les aspects à améliorer et comment ? Peut-on augmenter la production agricole et assurer la sécurité alimentaire de manière durable et de façon résiliente ? »

1. Les Plans Climat et les mesures d'atténuation :

La gestion rationnelle des ressources en eau et de l'énergie, la recherche de solutions pour faire face à l'épuisement à terme des ressources en hydrocarbures, la lutte contre la désertification et la déforestation, la réduction des émissions dues à la combustion des énergies fossiles, l'adaptation des secteurs de l'eau, de la santé et de l'agriculture-foresterie au changement climatique et la réduction des pollutions industrielles et urbaines constituent les principaux défis environnementaux du pays (Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie). Depuis plusieurs années, les questions



liées à l'environnement et au développement durable agitent les milieux scientifiques et les décideurs. Ainsi, l'Algérie peut se targuer de disposer de Stratégies nationales de l'environnement, de Plans d'action pour l'environnement et le développement durable et de Plans Climat (2015-2050)².

D'autres politiques sectorielles sont également mises en œuvre dans les domaines de l'éducation environnementale, des ressources énergétiques, de l'économie de l'eau et de l'adaptation du secteur des ressources en eau au changement climatique, de la préservation des écosystèmes, du développement rural et de la dépollution industrielle, ainsi que des stratégies nationales de gestion intégrée du littoral. Sur le plan opérationnel, il est donc nécessaire d'appliquer ces stratégies et ces plans à l'échelle territoriale et non pas de manière sectorielle comme c'est actuellement le cas. Une autre recommandation c'est celle du renforcement de la coordination inter sectorielle.

2. Les actions de lutte contre l'érosion, la protection et l'aménagement des forêts et des zones de montagne :

A. Les espaces forestiers : Les espaces forestiers demeurent des espaces fragiles abritant souvent des populations pauvres qui font souvent pression sur les ressources existantes. Aussi, il est urgent et nécessaire de suivre les recommandations suivantes :

- Recentrage et renforcement technique et socio-économique des politiques de reboisement et d'aménagement forestier.
- Renforcement des dispositifs de protection des berges d'oueds, de confection de seuils, poursuite de la généralisation des programmes de plantation fruitière... ;
- Renforcement des capacités institution-

nelles de réalisation en clarifiant les prérogatives et les missions.

- Révision des modalités de choix des entreprises de réalisation en mettant en place un système rigoureux de sélection par le mérite et l'efficacité.

- Renforcement des capacités de production des plants par un appui aux pépinières et une rationalisation des programmes et des techniques de production de plants.

- Le secteur des forêts est en phase de se doter des principaux outils techniques, matériels institutionnels pour mener à bien son plan d'aménagement forestier et pour participer activement à la nouvelle stratégie de développement et renouveau rural (notamment le Code forestier actualisé, l'inventaire forestier, le Cadastre forestier national...)

- Création de conditions favorables à la mise en place de réseaux regroupant des institutions nationales et internationales ou des personnes intervenant dans le domaine des forêts et de la protection de la nature.

- Renforcement des liens entre les services publics, les milieux scientifiques et universitaires, les associations professionnelles, les ONG, les groupements de proximité et les bailleurs de fonds.

- Nécessité également de mettre en place un système de suivi et d'évaluation des actions entreprises par les différents secteurs qui interviennent directement ou indirectement dans les programmes forestiers.

- Renforcement des moyens financiers et techniques nécessaires (y compris les moyens issus de la recherche forestière) pour mener des actions d'engorgement en matière de conservation des forêts existantes et d'extension du couvert forestier et pour renforcer les capacités des cadres

et des agents forestiers de terrain.

B. Les actions en direction des zones de montagnes : En Algérie, la protection et la restauration des terres dans les zones de montagnes menacées par l'érosion est une nécessité et une option stratégique pour sauvegarder les barrages et les sites de barrages contre l'envasement et pour lutter contre l'exode rural.

Elle est l'affaire des pouvoirs publics à travers le renforcement des programmes de lutte contre l'érosion spécifiques au secteur forestier d'une part, mais elle relève aussi d'une démarche de « mutualisation » des efforts entre les différents acteurs (acteurs institutionnels et l'administration technique, acteurs opérateurs et acteurs de la société civile, notamment les organisations professionnelles ou les communautés rurales de base) ; l'objectif étant de réussir les différents programmes de développement rural et forestier ; L'engagement en parallèle de politiques locales et régionales de gestion participative est devenu indispensable de nos jours : l'ignorer c'est continuer à œuvrer dans un cadre sectoriel, étroit et peu productif.

L'enjeu le plus important dans ces zones est celui d'arrêter tout d'abord la dérive de dégradation de ces dernières années et de s'engager sérieusement dans des processus de préservation et de valorisation locale des ressources naturelles, dans le cadre de politiques audacieuses de développement rural durable.

(A suivre)

Sources et repères

¹ Extrait de la synthèse du rapport FAO. Z. Sahli et M. Amrani : « Les politiques agricoles maghrébines à l'ère des accords climatiques ». FAO, Tunis, 2018
² Le plan climat remplace le Plan d'Adaptation aux Changements Climatiques (2003-2013)

GHARDAÏA
Mise en service de plusieurs chantiers de modernisation du réseau routier depuis janvier

Plusieurs chantiers de modernisation et de viabilisation du réseau routier ont été mis en service depuis janvier 2026 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris samedi de la direction locale des travaux publics (DTP). Susceptibles de désenclaver les régions et d'améliorer le trafic routier dans cette wilaya, ces projets ont notamment porté sur la modernisation et le renforcement d'un tronçon de 13 km de la RN-1 dans sa tranche menant à l'aéroport Noumérat-Moufdi-Zakaria de Ghardaïa, la réhabilitation d'un tronçon de 10 km de la RN-1 depuis la région de Fouiniss à destination de la commune de Mansoura, ainsi qu'une opération similaire touchant 22 km de la RN-124 sur le territoire de la daïra de Guerrara, a détaillé le chargé de la gestion de la DTP, Omar Harbouche. Ces opérations ont également permis la réalisation d'un axe routier de 1,6 km à l'entrée Nord du chef-lieu de la wilaya, destiné à consolider les infrastructures, fluidifier le trafic routier et conférer plus d'attractivité au milieu urbain, a indiqué le même responsable. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts visant le développement du réseau routier et l'impulsion du développement local, a conclu le même responsable de la DTP. APS

JIJEL/ INCENDIES DE FORÊT

Réouverture progressive des routes et rétablissement des réseaux d'électricité et d'eau

La réouverture progressive des routes ainsi que le rétablissement de l'alimentation électrique et des réseaux d'eau potable sont en cours dans plusieurs régions de Jijel touchées par les incendies de forêt, à-on informé samedi auprès des services de la wilaya.

Sur le plan routier, la circulation se rétablit progressivement sur la RN77 dépendant de Texenna à Kaous, après les premières opérations de déblayement et de sécurisation engagées à la suite des incendies, a précisé la même source. Les services des Travaux publics poursuivent parallèlement les opérations de nettoyage et d'évacuation des débris accumulés sur les accotements, tout en veillant à la sécurisation de cet axe situé au cœur de la zone sinistrée, à-on indiqué. Une surveillance est également effectuée au niveau des routes et des accès desservant les communes et localités affectées, afin de prévenir les risques liés aux débris et aux évènements

glissements de terrain consécutifs, dans le cadre des opérations visant à assurer progressivement la reprise de la circulation dans les zones concernées, selon la même source. Parallèlement, les équipes de la Sonelgaz poursuivent leurs interventions pour rétablir l'alimentation électrique dans les secteurs affectés, notamment à travers le remplacement des câbles de basse et moyenne tension et des poteaux endommagés ou détruits, à-on indiqué. Des brigades lieux de Constantine, de Batna et d'Annaba sont intervenues dans les communes de Texenna et Boucif Ouled Askeur, dans la localité de Bordj T'har ainsi qu'à Djemaa Beni Habibi, l'une des zones durement éprouvées par les incendies.

De leur côté, les équipes de l'Algérienne des Eaux (ADE), unité de Jijel, poursuivent leurs interventions sur les réseaux de distribution touchés. Une opération a notamment permis de réparer, dans la commune de Ziam Mansouriah, une fuite sur une conduite de refoulement de 125 mm de diamètre au niveau de la zone de Charia. Ces interventions coordonnées des différents services techniques se réalisent afin de sécuriser les infrastructures affectées, rétablir progressivement les services essentiels et accompagner le retour à des conditions normales de vie dans les zones touchées par les incendies, indiquent les services de la wilaya. APS

ANNABA

Lancement de la réhabilitation des réseaux électriques endommagés par les incendies de forêt sur près de 12 km

Les services de Sonelgaz à Annaba ont entamé l'opération de réhabilitation et de remplacement des réseaux électriques endommagés suite aux incendies de forêt enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya sur une distance linéaire de près de 12 km de réseau, a indiqué samedi la cellule de communication de ces services. Le responsable de la communication à la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Annaba, Widad Bouhouche, a précisé que l'opération concerne toutes les localités où des dégâts d'ampleur disparate ont été enregistrés sur les

réseaux électriques suite aux incendies de forêt ayant touché dernièrement la wilaya. La même source a ajouté que les dégâts ont touché des localités des communes de Chetaïbi, d'El Eulma, d'El Bouni et de Seraïdi où plusieurs réseaux électriques, notamment de moyenne et basse tension ont subi des dommages. Les services de la même direction ont ainsi recensé près de 3 km de réseaux de moyenne tension endommagés et tombés à terre à cause de ces incendies et les équipes techniques ont entamé l'enlèvement et le remplacement des

installations dégradées et la réhabilitation des tronçons endommagés. Le taux d'avancement des travaux a atteint environ 90 % sur les tronçons où les équipes sont intervenues, selon la même source qui a souligné que l'opération se poursuit jusqu'au remplacement des réseaux endommagés et la reprise de l'alimentation électrique progressive des citoyens des localités concernées. Sur le terrain, les travaux se poursuivent sur les sites endommagés en coordination avec les autres services concernés pour parachever la réhabilitation des réseaux et assurer la reprise progressive du service

d'électricité avec une priorité pour les régions et les installations à caractère vitale, à-on indiqué. L'opération de rétablissement de l'approvisionnement en électricité est effectuée conformément à l'échelle des priorités avec en tête les installations vitales à l'instar des stations de pompage d'eau pour assurer la continuité de l'approvisionnement des populations en eau potable et permettre aux services de la protection civile d'accomplir leurs missions d'intervention pour éteindre les incendies, a conclu Mme Bouhouche. Agence

TISSEMSILT

93 nouveaux paramédicaux pour renforcer l'encadrement sanitaire

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tissemsilt vient d'être renforcé par 93 nouveaux paramédicaux, diplômés de l'Institut de formation paramédicale, en vue de consolider l'encadrement sanitaire au niveau des différents établissements de santé de la wilaya, at-on informé auprès de la directrice de l'Institut, Wahiba Malki. Dans une déclaration à

l'APS, Mme Malki a précisé que ces nouveaux diplômés, issus de la promotion de juillet dernier, ont suivi une formation de 36 mois, encadrée par des cadres qualifiés du secteur de la santé. Cette promotion est composée de 50 infirmiers de santé publique, 20 manipulateurs en imagerie médicale et 23 laborantins de santé publique, a indiqué la même responsable.

Les procédures de recrutement de ces nouveaux agents seront engagées prochainement, avant leur affectation aux différents établissements de santé de la wilaya, notamment les établissements publics hospitaliers et les établissements publics de santé de proximité, en fonction des besoins exprimés par chaque structure, à-elle ajoutée. L'arrivée de ce nouveau

personnel paramédical contribuera à renforcer les capacités d'encadrement et de prise en charge des patients au niveau des différentes structures sanitaires de la wilaya, notamment les hôpitaux, les polycliniques et les salles de soins, répartis à travers les 22 communes de Tissemsilt.

R.E.

RELIZANE

Plus d'un million de quintaux de céréales collectés durant la campagne 2025-2026

La campagne de moisson-battage au titre de la saison agricole 2025-2026, récemment achevée dans la wilaya de Relizane, s'est soldée par la collecte d'environ 1,05 million de quintaux de différentes variétés de céréales, soit une nette progression par rapport à la saison précédente, dont la production n'avait pas dépassé 300.000 quintaux, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA, Houcine Djebbar, a précisé à l'APS que cette récolte, collectée au niveau des centres de stockage relevant des deux coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oued Rhiou et de Relizane, a été réalisée sur une superficie totale de 88.000 hectares consacrée aux différentes variétés de céréales. Selon le même responsable, cette hausse de la production céréalière s'explique notamment par les importantes précipitations enregistrées dans la région, particulièrement durant les mois de janvier et février, lesquelles ont favorisé l'amélioration des rendements des cultures. Le rendement moyen des céréales s'est établi à environ 16 quintaux à l'hectare, tandis que des rendements pouvant atteindre 60 quintaux à l'hectare ont été enregistrés dans certaines zones à forte productivité, notamment à Mendès et

Sidi M'hamed Ben Ali, a-t-il ajouté. Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage, la wilaya de Relizane a bénéficié, durant la présente campagne agricole, de six centres de stockage de proximité des céréales, mis en service avec une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur un total de huit entrepôts attribués à la wilaya. Implantées dans les communes de Sidi Khettab, Belassel Bouzegza, Had Chekala, Ouled Aïche et Sidi M'hamed Ben Ali, ces nouvelles infrastructures ont permis de porter les capacités de stockage de la wilaya de 900.000 à 1,2 million de quintaux. Elles contribuent également à améliorer les conditions de conservation des récoltes

et à rapprocher les capacités de stockage des exploitations agricoles. Par ailleurs, d'importants moyens matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage. Le dispositif mis en place a notamment mobilisé 324 moissonneuses-batteuses, 3.346 tracteurs, 629 presses à balles, 1.240 citernes et plus de 1.700 remorques, en plus d'autres équipements, a indiqué M. Djebbar. Ces moyens ont contribué à assurer le déroulement de la campagne dans de bonnes conditions et à faciliter la collecte et le stockage de la production céréalière à travers la wilaya.

APS

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Parce qu'en mesure de produire de la prévisibilité, de la coopération et de la croissance avec des institutions aux croyances partagées. L'avenir est imprévisible, seulement par l'expérimentation et l'innovation pourra-t-on séparer ce qu'il faut retenir de ce qu'il faut rejeter. Une chose est sûre, sans l'énergie et la foi de la jeunesse et sans une telle circularité du système et du processus, il n'y aura pas d'accumulation. Les sociétés postcoloniales sont dans des processus de différenciation sociale bloqués. Imprégnées de la pensée politique occidentale, ayant adopté les institutions modernes des sociétés de classes, elles se sont mises sur des trajectoires de différenciation sociale de classes qui ne peuvent aboutir, car ne pouvant ni reproduire l'expérience ni adopter les croyances qui en sont issues. Les croyances[1] étant celles d'une expérience sociale, croyances occidentales et croyances non occidentales appartenant à des expériences distinctes, les unes ne peuvent se substituer aux autres. La séparation de la société et de l'État et la construction par le haut de la société ont favorisé l'adoption d'un système institutionnel orphelin de son processus d'institutionnalisation. On ne peut importer un processus institutionnel.

Je rappelle la définition de Masahiko Aoki dont les thèses inspirent largement ce texte et qui est la suivante : « les institutions sont « les croyances partagées quant à la manière dont le jeu se déroule au sein de la société ». Elles sont les règles du jeu comprises et respectées par la quasi-totalité de la population, et donc auto appliquées. Leur auto application tient au fait qu'elles reflètent et synthétisent l'essence des conditions d'équilibre du jeu stratégique auquel se livrent les individus et les organisations, y compris le gouvernement. »[2] Les institutions sont le produit d'un processus institutionnel qui les différencie et les met en cohérence. Elles sont le résultat d'un équilibre des interactions stratégiques des agents.

De ce point de vue, les sociétés postcoloniales, lésées du legs colonial, ont adopté un système institutionnel allogène qui ne convainc pas, n'ordonne pas l'ensemble de la population. Le système institutionnel n'est pas le produit d'un processus social d'institutionnalisation, il n'y a pas de circularité entre le système institutionnel et le processus d'institutionnalisation. Les normes légales édictées par le système institutionnel ne sont pas soutenues par celles informelles d'un processus d'institutionnalisation. Les normes formelles du système institutionnel et informelles de la société sont concurrentielles et non



complémentaires. Les croyances que véhicule le système institutionnel ne sont pas celles que partagent l'ensemble des agents, il en résulte un jeu social discordant. Le système institutionnel apparaît contreproductif, il empêche la formation des croyances partagées nécessaires au processus d'institutionnalisation. Il écrase le processus qui devait lui donner naissance.

Étant donné la puissance de la socialisation étatique, un tel système institutionnel a favorisé dans une certaine couche de la population, mais non dans l'ensemble de la société, le partage des croyances attachées au fonctionnement du système. Celui-ci tend à reproduire formellement son écosystème d'origine dans une certaine partie de la population et informellement certaines de ses croyances. Le système institutionnel importé impose des « évidences » qui disputent silencieusement à l'ensemble des croyances endogènes ses évidences. Le dualisme du formel et de l'informel est produit par ce combat silencieux des évidences qui fait que l'on importe des institutions et refuse ses valeurs. C'est que l'importation d'un système institutionnel le déracine de ses évidences ou croyances silencieuses. Elle oublie qu'il est le produit d'un processus d'institutionnalisation qu'elle ne peut importer, d'une expérience sociale et historique qui ne se résume pas à celle contenue dans l'institution importée. Elle n'importe pas ses institutions complémentaires et ses normes informelles.

Du brassage de populations avec l'urbanisation rapide et massive qui a conduit à la submersion de la population acquise aux croyances du système institutionnel, il en est résulté une opposition entre règles formelles et informelles et un jeu social aux résultats contrastés. Les règles informelles qui sont produites comme les règles endogènes du jeu social ne s'accordent pas avec les règles du système institutionnel qui ne sont alors appliquées que partiellement par le jeu social. Il n'y a pas complémentarité des normes informelles et des

règles formelles. Il ne peut y avoir auto application des règles, mais coûteuse application discrétionnaire.

En bref, une institution ne peut pas être réduite à sa forme juridique. La raison pour laquelle les règles, les droits et les institutions qui soutiennent l'État de droit en Occident ne peuvent pas être transposés dans les pays en développement n'est pas seulement politique. Elle ne se résume pas à la question de savoir qui contrôle la violence et pourquoi il accepte de se limiter ?[3] La raison est de l'ordre de l'« institutionnel cognitif » : comment les acteurs acquièrent-ils des représentations partagées qui rendent leurs comportements mutuellement prévisibles ? (M. Aoki)

Si pour Douglas Cecil North, les institutions réduisent l'incertitude et structurent les incitations et si pour Barry R. Weingast elles ne sont durables que si elles sont compatibles avec l'équilibre politique et le contrôle de la violence, pour Aoki, cet équilibre institutionnel est lui-même médiatisé par des croyances, des représentations et des anticipations partagées. L'État de droit cesse alors d'être seulement un ensemble de règles et devient une forme particulière d'équilibre cognitif, stratégique et politique. L'importation d'un système institutionnel échoue à établir un État de droit, parce qu'il est amputé pour correspondre à un équilibre politique, à certaines croyances partagées. Cela permet aussi de poser la question de savoir si la Chine, par exemple, constitue un « déficit d'État de droit » ou un autre équilibre institutionnel.

L'exemple du Code de la route : conduire, se conduire

Un processus d'institutionnalisation s'ancre dans des normes informelles pour produire un système institutionnel et ses règles formelles. J'aime prendre l'exemple du Code de la route comme parabole de la disjonction du processus

d'institutionnalisation et du système institutionnel. Tout d'abord, le Code de la route n'est pas produit par l'expérience collective de la route. L'ensemble des conducteurs ne coopèrent pas et ne se coordonnent pas pour fixer des règles formelles pour se conduire sur la route. La loi n'a pas accompagné cette expérience. Le code n'a pas correspondu à une demande d'ordre des conducteurs. Il a constitué une offre qui a permis d'économiser une réflexion sur l'expérience collective en empruntant un code théoriquement exemplaire. Il aurait pu rapidement être assimilé, correspondre à la demande sociale. Mais la pratique n'a pas suivi la théorie, non pas parce que le code est mauvais ou parce que sa matérialisation est défectueuse, quoiqu'elle puisse l'être en conséquence, mais parce que l'expérience de la route fait partie d'une expérience plus large. Le domaine de la route ne peut être isolé d'autres domaines. En quoi se conduire sur la route, différerait-il de se conduire de manière générale ? Au sein de la famille, d'une organisation ou du marché par exemple. On peut dire qu'à travers l'exemple de la route, les individus n'avaient pas appris à coopérer. Apprendre à des personnes qui ne se connaissent pas et qui interagissent librement, à coopérer, se faire confiance, demande une expérience qui en vaut la peine. Les individus s'éprouvent dans leurs interactions. Peut-être que pour cela, l'expérience de la route n'est pas le bon point de départ. Il faudrait prendre l'expérience par un autre bout. La famille, le quartier, l'immeuble ou je ne sais quoi encore. Mais en attendant, le code n'est pas intégré dans l'expérience collective et n'est pas partagé par l'ensemble des conducteurs. Un bon nombre préférera se fier à ses sens, il conduira selon la visibilité dont il dispose (« ton œil est ta mesure » dit l'adage). Ainsi, le Code de la route ne règle pas la conduite des conducteurs : « je ne respecte pas le Code de la route parce que je pense que les autres conducteurs ne le respecteront pas ». C'est sur cette croyance partagée qu'il vaut mieux se fier à ses sens qu'aux autres conducteurs, que se règlera leur conduite. Une partie des conducteurs, probablement plus instruite et plus confiante de la nécessité du code, devra pour autant ne pas se fier au code, tous les conducteurs ne s'y fient pas. Le code n'étant pas appliqué par tous, ceux qui l'appliqueront risqueront d'être victimes d'accidents. La norme réelle n'est pas toute formelle, elle sera parfois formelle, parfois informelle. Mais la norme qui s'auto-appliquera sera la norme informelle. Les conducteurs appliqueront d'eux-mêmes cette norme, parce qu'ils sont confiants dans le fait que les autres la respecteront.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

MAURITANIE

Des efforts continus pour achever la remise en service du système électrique

Le conseiller à la Primature chargé de l'économie et des finances, M. Mohamed Lemine Hamadi, a exprimé les profonds regrets du gouvernement face aux souffrances causées aux citoyens par l'interruption du courant électrique, suite aux deux incendies qui se sont déclarés dans les stations de transformation de Toujounine et Tevragh Zeina, confirmant que les autorités ont traité les deux incidents dès les premiers instants avec le plus haut degré de préparation et d'efficacité.

Le conseiller a expliqué que Son Excellence le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, et les ministres, se sont rendus sur le terrain immédiatement après la survenue de la crise, pour constater l'ampleur des dégâts et suivre les opérations d'intervention et de réparation, et travailler au rétablissement du service électrique dans les plus brefs délais.

Il a ajouté qu'après trois jours de crise, la majeure partie de ses effets a été surmontée, la station ouest ayant repris son fonctionnement à pleine capacité, tandis qu'environ 50% de la capacité de la station Est a été restaurée, notant que les équipes techniques poursuivent leurs efforts pour achever la remise en service du système de manière normale. M. Mohamed Lemine Hamadi a salué les efforts déployés par les différents services gouvernementaux et les équipes techniques depuis le déclenchement des deux incendies, affirmant que les travailleurs ont poursuivi le travail sans interruption, jour et nuit, se déplaçant entre les différents sites pour traiter les pannes et rétablir le courant électrique pour les citoyens.

Il a déclaré que le gouvernement travaille actuellement sur trois axes parallèles; le premier consistant à rétablir le courant électrique pour tous les citoyens dans les différents quartiers de la capitale, tandis que le deuxième axe se concentre sur la prise des mesures nécessaires pour éviter la répétition de la crise, à travers la mobilisation des ressources financières, techniques et humaines nécessaires.

Il a indiqué que le troisième axe concerne la garantie de la transparence et de la responsabilité, à travers une commission d'enquête indépendante chargée de déterminer les causes et les circonstances, et de définir les responsabilités à la lumière des résultats auxquels elle parviendra.

R. I.

EGYPTE

Le Caire et Huawei en discussions pour un projet de centrales de stockage par batterie

L'Égypte ambitionne de porter la part des énergies vertes dans son mix électrique à 45 % d'ici 2028, tout en misant sur le développement de capacités de stockage à grande échelle pour stabiliser le réseau et y intégrer les énergies renouvelables intermittentes.

Le groupe chinois Huawei envisage d'installer des centrales de stockage d'énergie par batterie d'une capacité cumulée de 4 000 mégawattheures (MWh) en Égypte pour soutenir la stabilité et la flexibilité du réseau électrique pendant les périodes de pointe de la demande, tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables.

Le projet a été dévoilé le dimanche 23 août lors d'une rencontre entre le ministre de l'Électricité et des énergies renouvelables, Mahmoud Esmat, et le PDG de la filiale égyptienne de Huawei, Benjamin Houwei. Il prévoit la fabrication locale de systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS), des dispositifs qui permettent de stocker l'énergie électrique et de la réinjecter dans le réseau dès que la demande augmente, ainsi que l'installation d'un certain nombre

de centrales autonomes de stockage à grande échelle (Utility scale) dans des emplacements sélectionnés à travers le réseau électrique national, selon un communiqué du ministère.

« Les projets BESS constituent l'un des piliers de la stabilité et de la flexibilité du réseau ainsi que de la garantie de la qualité de l'approvisionnement en électricité », a déclaré le ministre égyptien de l'Électricité et des énergies renouvelables, soulignant l'importance de développer les systèmes de stockage raccordés aux centrales solaires et aux parcs éoliens opérationnels dans le pays pour maximisant l'utilisation de l'électricité générée à partir de sources renouvelables

Il a également fait savoir que le stockage d'énergie est devenu de plus en plus important à mesure que l'Égypte s'oriente

vers une plus grande dépendance aux énergies renouvelables, et cherche à réduire sa dépendance aux combustibles conventionnels.

L'Égypte, qui vise 45 % d'énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici 2028, comptait plus de 25 000 mégawatts (MW) d'installations énergétiques renouvelables déjà en service et en cours de développement en 2025, selon des données officielles.

Ce pays d'Afrique du Nord, qui cherche à se positionner comme un hub régional des énergies vertes, mise également sur l'exportation de l'électricité bas carbone et de l'hydrogène vert vers l'Europe, via de futurs corridors énergétiques euro-méditerranéens.

R. I.

LIBYE

Les coupures d'électricité révèlent les failles d'un État fragmenté

Les récentes coupures d'électricité en Libye ont mis en lumière les conséquences concrètes de la fragmentation des institutions, de la mauvaise gestion des ressources publiques et d'années de sous-investissement, a alerté mardi la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Hanna Serwaa Tetteh, devant le Conseil de sécurité.

Après des coupures massives en juillet, qui ont perturbé l'approvisionnement en électricité et en eau de centaines de milliers de personnes, les délestages se sont poursuivis en août. Cette crise, aggravée par une vague de chaleur prolongée, a également provoqué des manifestations et une montée du mécontentement populaire.

« Le processus politique ne consiste pas seulement à combler les divergences politiques. Il s'agit de restaurer la capacité de l'État à

répondre aux besoins de sa population, à gérer ses ressources de manière responsable dans le cadre d'institutions unifiées, à assurer la sécurité et à renforcer sa résilience », a déclaré Mme Tetteh.

Le paradoxe est particulièrement frappant dans un pays qui dispose des plus importantes réserves de pétrole du continent africain. Selon les données de la Compagnie nationale libyenne de pétrole, environ un milliard de dollars sont dépensés chaque mois pour importer du carburant, alors que le réseau électrique reste vulnérable aux pénuries.

La crise énergétique est notamment liée aux pénuries de carburant, à la baisse de la disponibilité du gaz et à la fragilité du réseau électrique. L'envoyée de l'ONU a également dénoncé des éléments faisant état d'un détournement à grande échelle de carburant subventionné dans les secteurs de

l'électricité et de la sécurité.

« Le détournement de carburant subventionné est un abus inacceptable des ressources publiques et les responsables doivent faire l'objet d'enquêtes et rendre des comptes », a-t-elle affirmé.

Pour l'ONU, cette situation souligne la nécessité de renforcer la surveillance, la transparence et la coordination afin que les ressources publiques servent effectivement à fournir les services essentiels à la population.

Pour sortir de cette fragmentation, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) poursuit sa feuille de route visant à conduire le pays vers des élections, mettre fin aux arrangements transitoires successifs et rétablir l'unité et la légitimité des institutions nationales.

Des avancées ont été enregistrées sur certains volets. Le dialogue structuré de six mois s'est achevé le 6 juin, avec des recommanda-

tions portant notamment sur la gouvernance, l'économie, la sécurité, la réconciliation et les droits humains. Un mécanisme plus restreint, le « Small Convening », ou comité 4+4, a également progressé sur certaines des questions les plus controversées du cadre constitutionnel et juridique des élections, ainsi que sur la reconstitution de la Commission électorale nationale suprême.

Mais l'impasse politique persiste sur plusieurs dossiers essentiels. Pour Mme Tetteh, la prochaine étape doit porter sur l'unification du gouvernement et des institutions afin de créer les conditions nécessaires à des élections inclusives et crédibles.

« Nous entrons maintenant dans une phase critique », a-t-elle dit, appelant les acteurs libyens à faire preuve de volonté politique, de responsabilité et de persévérance.

Agence

TUNISIE

La BERD porte à 70 millions € son dispositif de partage des risques avec Attijari Bank

Le mécanisme de partage des risques entre la BERD et Attijari Bank Tunisie passe de 20 à 70 millions €. L'institution financière européenne y ajoute un dispositif de 10 millions \$ destiné à financer les investissements ESG des entreprises clientes de la banque tunisienne. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé le vendredi 28 Août 2026, qu'elle fera passer de 20 à 70 millions d'euros son mécanisme de partage des risques avec Attijari Bank Tunisie. L'institution met également en place un nouveau mécanisme de 10 millions USD destiné à financer les investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des entreprises clientes de la banque tunisienne. L'extension du mécanisme de partage de risque

permettra à Attijari Bank Tunisie d'accroître les financements accordés aux entreprises opérant dans différents secteurs de l'économie tunisienne. Le dispositif repose sur un partage du risque de crédit entre la BERD et la banque partenaire. L'institution financière européenne prend en charge une partie des risques liés aux prêts octroyés par Attijari, ce qui permet à cette dernière d'augmenter sa capacité de financement des entreprises. Depuis la mise en place du dispositif en 2021, les deux institutions ont soutenu 25 projets, représentant environ 400 millions de dinars tunisiens, soit 137,3 millions USD. Les critères ESG permettent quant à eux d'évaluer la manière dont une entreprise prend en compte son impact environnemental, ses pratiques sociales et ses ré-

gles de gouvernance. Les financements éligibles pourront notamment concerner des projets d'efficacité énergétique, les installations d'énergies renouvelables et les technologies destinées à réduire les déchets. Le dispositif couvre également des initiatives liées à la formation des salariés, aux conditions de travail, à la gestion des risques et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Un partenariat qui s'élargit

La BERD et Attijari Bank Tunisie avaient conclu en 2021 un premier mécanisme de partage des risques de 20 millions d'euros. Les deux institutions avaient également signé un accord-cadre ISDA (International Swaps and Derivatives Association), qui encadre leurs fu-

tures opérations sur certains instruments des marchés financiers. Cet accord avait été conclu dans un contexte marqué par les difficultés d'accès au financement et aux liquidités des entreprises, notamment sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Depuis le début de ses activités en Tunisie en 2012, la BERD indique y avoir investi plus de 3,1 milliards d'euros dans 97 projets, dont 66 % dans le secteur privé. Le relèvement du mécanisme à 70 millions d'euros augmente donc la capacité de financement mobilisable par Attijari Bank Tunisie auprès des entreprises. Pour la BERD, ce dispositif permet de s'appuyer sur le réseau bancaire local pour soutenir le financement du secteur privé et les investissements liés à la transition environnementale et sociale.

Synthèse R. I.

CAFÉ

Du Nigeria à Madagascar, un vent de relance souffle chez les petits acteurs africains

En Afrique, la production et la commercialisation du café restent dominées par quelques grandes origines comme l’Éthiopie, l’Ouganda, la Côte d’Ivoire ou encore la Tanzanie. Derrière ces poids lourds, plusieurs pays moins en vue dans la filière cherchent à se faire une place au soleil.

Synthèse R I.

La culture du café connaît un regain d’intérêt en 2026 dans plusieurs pays africains encore peu visibles sur le marché mondial. La dernière manifestation de cet intérêt vient de Madagascar. Dans ce pays d’Afrique de l’Est, le ministère de l’Agriculture a rencontré, le mardi 18 août, une délégation de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BA-DEA), afin de discuter d’un programme décennal de développement de la filière café, couvrant la période 2026-2036. Baptisé « Kaoatry » et doté d’un budget de 150 millions USD, le programme prévoit de couvrir environ 45 000 hectares. Cette initiative s’inscrit dans une ambition de relance plus large affichée par les autorités malgaches. Quelques jours auparavant, Gaëtan Ramindo, le ministre de l’Agriculture, avait déjà annoncé un vaste projet de plantation visant jusqu’à 100 000 hectares, destiné à améliorer les plantations existantes et à développer de nouvelles surfaces. L’objectif est de permettre à Madagascar de retrouver une place plus importante sur le marché mondial du café après des années de déclin. Selon les données compilées par l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), la production malgache avait atteint près de 88 000 tonnes à la fin des années 1980, avant de reculer à environ 49

500 tonnes en 2024, ce qui représente une baisse de près de 45 % sur cette période.

Un vent de relance à l’échelle continentale

La volonté de la Grande Île de redresser sa filière caféière n’est pas un cas isolé en Afrique. Depuis le début de l’année, d’autres petits acteurs tels que la République centrafricaine, le Nigeria ou encore la République démocratique du Congo (RDC) ont également engagé des initiatives pour accroître leur production ou reconstruire des chaînes de valeur qui se sont progressivement dégradées. Avant Madagascar, le gouvernement de la République centrafricaine avait lancé, le vendredi 14 août, un programme pilote destiné à relancer une filière particulièrement affectée par le déclin de la production. Développé dans le cadre d’un partenariat avec Monaco Consulting, un cabinet spécialisé dans l’accompagnement des projets d’investissement, le projet prévoit la mise à disposition de 601 180 hectares pour le développement de la culture du café. L’ambition affichée est de porter la production nationale de café à 25 000 tonnes par an à terme, contre une récolte de 1 145 tonnes en 2025. Le programme prévoit également la construction de sept centres de collecte, l’installation de systèmes d’irrigation et la modernisation de la logistique. Les producteurs et leurs coopératives doivent bénéficier d’in-

trants, de formations, d’un accompagnement technique et de la mécanisation de certaines opérations.

Un peu plus tôt, au Nigeria, le gouvernement fédéral s’était associé à différents acteurs de la filière pour lancer, le 29 mai 2026, un plan de relance du café sur dix ans. L’initiative concerne 14 États producteurs et vise à reconstruire une industrie affectée notamment par le vieillissement des plantations, le sous-investissement et la faiblesse des circuits de commercialisation.

Les données compilées par la FAO montrent l’ampleur du retard accumulé. La superficie consacrée à la culture du café au Nigeria a stagné autour de 1 450 hectares entre 2016 et 2023, tandis que la production s’est maintenue autour de 1 800 tonnes sur la période. Ces niveaux restent très éloignés du pic enregistré dans les années 1980, lorsque la production avait atteint près de 6 000 tonnes.

Les interventions prévues dans le cadre du nouveau plan de relance portent sur la réhabilitation des plantations, la diffusion de plants améliorés, la recherche et la formation des producteurs. Les autorités veulent également développer la transformation locale, notamment la torréfaction et le conditionnement, afin d’accroître la valeur ajoutée tirée de la filière sur le marché nigérian et à l’export.

NIGERIA

500 nouvelles stations de gaz naturel comprimé annoncées pour soutenir la transition post-subsidation

L’essor du GNC au Nigeria se heurte encore à un déficit d’infrastructures, alors que le pays dispose d’importantes ressources gazières. Abuja veut désormais combler ce retard pour faire du gaz une alternative crédible à l’essence. Au Nigeria, le gouvernement fédéral a autorisé la construction de 500 nouvelles

stations de distribution de GNC (gaz naturel comprimé) à travers le pays. Cette décision s’inscrit dans les mesures engagées par les autorités pour réduire le coût du transport, après la suppression de la subvention sur l’essence. « Nous avons convenu de mettre en place un comité mixte fédéral et étatique pour commencer im-

médiatement la mise en œuvre de ces mesures. Un véhicule fonctionnant au GNC dépense 60 à 80 % moins en carburant qu’un véhicule fonctionnant à l’essence », a indiqué le président Bola Tinubu, dans un message publié le 27 août. Selon le chef de l’État, ces nouvelles infrastructures porteront à 1 000 le nom-

bre de stations de GNC déployées dans le cadre du programme gouvernemental, soutenu par un fonds dédié. L’objectif est notamment d’accélérer l’adoption du GNC comme alternative à l’essence et de réduire l’impact de la hausse des prix des carburants sur les coûts de mobilité.

R I.

BIOCARBURANT

La Côte d’Ivoire accélère sur la valorisation des graines d’hévéa

En Côte d’Ivoire, la filière hévéa est l’une des principales contributrices aux recettes d’exportation agricole. Outre le caoutchouc naturel, les acteurs misent depuis quelques années sur la valorisation de sous-produits comme les graines sur le segment des biocarburants. 64 500 tonnes. C’est le volume de graines d’hévéa que la Fédération des organisations professionnelles agricoles de la filière hévéa (FPH-CI) prévoit de collecter durant la nouvelle campagne de commercialisation, lancée le 17 août dernier en partenariat avec Eni Côte d’Ivoire, filiale locale du groupe pétrogazier

italien Eni. Si cet objectif est atteint, le volume progressera de 2,4 % par rapport aux 63 000 tonnes enregistrées en 2025. Il signifierait en outre une évolution significative par rapport au lancement du programme de valorisation des graines d’hévéa en biocarburant en 2023, lorsque l’objectif de la phase pilote était fixé à 2 500 tonnes. Il convient de noter qu’après cette première phase, les volumes sont passés à environ 18 868 tonnes en 2024, avant de poursuivre leur croissance. Pour atteindre le nouvel objectif fixé pour 2026, la FPH-CI a mis en place cinq centres de transit destinés à rapprocher les points

de collecte des zones de production et à réduire les coûts de transport durant la nouvelle campagne. Selon les informations relayées par l’Agence ivoirienne de presse (AIP), il est également prévu que la commercialisation sera davantage digitalisée, avec une application permettant aux coopératives de suivre leurs livraisons, les paiements et les données de traçabilité en temps réel.

Vers une transformation locale à grande échelle ?

Plus largement, cette progression rapide des volumes de collecte traduit le changement d’échelle

d’une activité qui cherche désormais à dépasser la simple commercialisation des graines pour développer leur transformation en huile végétale, une matière première pouvant être valorisée dans la production de biocarburants, mais aussi dans la fabrication de savon. La FPH-CI prévoit en effet d’expérimenter en 2026 la production d’huile à partir des graines dans les cinq centres de transit créés. L’ambition est, à terme, de faire des sociétés coopératives de petites unités de production d’huile végétale et de leur permettre de capter une part plus importante de la valeur créée autour de cette ressource.

Agence

ZIMBABWE

Karo Platinum obtient un bail minier de 25 ans pour son projet de platine

Le projet Karo s’inscrit dans la stratégie des autorités zimbabwéennes visant à développer le secteur minier, l’un des principaux moteurs de l’économie du pays. Le Great Dyke abrite notamment d’importantes ressources en platinoïdes, en chrome et en nickel. Le gouvernement zimbabwéen a annoncé le lundi 24 août avoir accordé à Karo Platinum, filiale du groupe minier Tharisa Plc, un bail minier spécial de 25 ans portant sur 23 903 hectares dans le Great Dyke. L’accord sécurise les droits d’exploitation du projet Karo, qui a déjà bénéficié de 240 millions \$ d’investissements. Il prévoit également des incitations fiscales et une redevance minière de 7 %. L’État conserve une participation de 15 % sans apport de capitaux propres, avec une option permettant de porter cette participation à 26 %. Cette configuration s’inscrit dans le modèle de partenariat retenu depuis le lancement du projet. La compagnie prévoit également d’investir près d’un milliard \$ durant la première phase, notamment dans la construction de l’usine, les équipements miniers et les infrastructures d’eau et d’électricité.

Agence

TOGO

Un projet de centrale thermique de 120 MW à bifuel annoncé à Lomé

Au Togo, la demande en électricité progresse au rythme de 10 % par an. Une situation qui creuse l’écart avec une offre de production peinant à suivre. Le pays mise sur de nouvelles capacités thermiques pour face à cette montée.

Une nouvelle centrale thermique à double combustible (bifuel) d’une capacité de 120 MW est en projet dans la capitale togolaise, Lomé. Annoncé la semaine dernière par le ministère délégué chargé de l’Énergie, le projet fait l’objet d’un Avis de Mobilisation Anticipée de Marché, destiné à préparer la sélection du futur opérateur. La future centrale sera implantée sur le site de la Centrale Thermique de Lomé et bénéficiera de l’appui financier de la Banque mondiale. Elle contribuera à renforcer la capacité pilotable du système électrique national, alors que la demande continue de progresser. Selon les données communiquées par le ministère chargé de l’Énergie, la pointe de consommation électrique a atteint 360 MW au premier trimestre 2026, avec une progression estimée à environ 10 % par an. Dans ce contexte, l’ajout de 120 MW doit permettre au Togo de disposer d’une capacité supplémentaire mobilisable en fonction des besoins du réseau, notamment lors des périodes de forte demande.

R I.

POINT-MARCHÉS

Warsh donne le ton de la rentrée

Les places financières ont fait preuve de nervosité cette semaine, toujours préoccupées par les tensions sur le marché obligataire, dans un contexte politico-économique tendu, notamment aux Etats-Unis ou en France. Wall-Street a néanmoins tiré son épingle du jeu, rassuré par les très bons résultats de Nvidia même si les propos de Kevin Warsh confirment ce vendredi que l'inflation restera durablement élevée et que la Fed est prête à relever ses taux si nécessaire.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS Europe

Stadler +24,71 % : le constructeur ferroviaire suisse s'envole mercredi après la publication de solides résultats semestriels, saluée par plusieurs révisions d'objectifs de cours à la hausse. Bank Vontobel relève sa cible de 25 à 30 CHF, Citi faisant de même en portant son objectif à 30 CHF. Deutz +24,64 % : le motoriste allemand a bondi mardi après que l'Office fédéral des cartels a accordé son feu vert à l'acquisition de FFG Flensburger Fahrzeugbau pour 1,6 milliard d'euros, une opération déjà plébiscitée par les actionnaires à 99,7% lors de l'assemblée extraordinaire du 24 août. Cette entrée dans la défense, assortie d'un carnet de commandes supérieur à 1,9 milliard d'euros, ancre la transformation stratégique du groupe. Strabag +16,97 % : le géant autrichien du BTP profite de la publication de ses résultats semestriels 2026, avec un volume de production atteignant pour la première fois 10 milliards d'euros à mi-parcours et un EBIT en hausse de 35% à 174 millions d'euros. Le carnet de commandes atteint un niveau record de 36 milliards d'euros, et le groupe relève ses perspectives annuelles en visant un volume de production proche de 23 milliards d'euros. SoftwareOne +16,97 % : l'éditeur de logiciels suisse profite d'une publication semestrielle en progression, portant à la fois sur ses recettes et ses marges. UBS salue la performance en relevant son objectif de cours de 9,40 à 10,75 CHF, tout en maintenant sa recommandation à l'achat. Interparfums +1,89 % : le groupe de parfums sous licences repart de l'avant, renforcé en fin de semaine par un relèvement d'Oddo BHF de neutre à surperformance. La maison de courtage porte simultanément son objectif de cours de 27 à 32 euros, signalant un regain de confiance dans les perspectives du groupe.

FLOPS Europe

Eiffage -7,03 % : le groupe de construction et de concessions pâtit d'une double actualité adverse : des résultats semestriels mi-figue, mi-raisin, et un contexte de marché particulièrement défavorable, les tensions sur le marché obligataire pesant sur les valeurs françaises sensibles aux taux. Les deux révisions d'objectifs de cours à la baisse publiées en fin de semaine, par AlphaValue/Baader Europe (de 184 à 176 euros) et JP Morgan (de 162 à 159 euros), amplifient la pression sur le titre. Pernod Ricard -7,63 % : le numéro deux mondial des spiritueux est sanctionné pour des résultats annuels médiocres et des perspectives peu enthousiasmantes. Ils ont été suivis par une vague de révisions à la baisse d'objectifs de cours de la part des brokers. BNP Paribas -4,6 % : la banque française, comme ses consoeurs, a connu une semaine difficile, sous l'effet d'un regain de tensions sur le marché obligataire, alimenté par les inquiétudes relatives à la trajectoire budgétaire de la France. Cette pression était visible aussi sur les concessionnaires, l'immobilier et les services collectifs (Orange, Vinci, Eiffage, Bouygues

ou Unibail ont souffert).

TOPS US

Abercrombie +36,15 % : le titre du groupe d'habillement s'est envolé cette semaine après avoir dévoilé un chiffre d'affaires bien supérieur aux attentes lui permettant de relever ses prévisions de bénéfices annuels. Okta +23,01 % : l'éditeur de logiciels de gestion des identités numériques a publié son bilan trimestriel qui profite des nouveaux besoins dans le domaine de la cybersécurité notamment avec la multiplication des agents d'intelligence artificielle. Salesforce +22,39 % : le spécialiste des logiciels de gestion de la relation client a publié des résultats et des perspectives supérieurs aux attentes, soutenus par l'essor de ses activités d'intelligence artificielle, notamment grâce à une plus-value de 2,6 milliards liée à sa participation dans Anthropic.

FLOPS US

Dick's Sporting Goods -26,27 % : le distributeur d'articles de sport pâtit de révisions de résultats au deuxième trimestre, UBS pointant des stocks excédentaires, des promotions agressives et des pertes anticipées de Foot Locker comme principaux facteurs de pression. La banque juge également le marché du sport structurellement difficile. Dycom -25,09 % : le prestataire de services aux réseaux de télécommunications publie mercredi des résultats trimestriels dépassant les attentes (CA de 2,01 milliards de dollars contre 1,98 milliard attendu), mais les investisseurs sanctionnent des perspectives jugées décevantes pour le T3, avec un BPA ajusté anticipé entre 4,33 et 4,79 dollars. Le plan de rachat d'actions de 150 millions de dollars approuvé simultanément ne suffit pas à rassurer le marché.

Matières premières

Le pétrole a mis fin à trois semaines de rebond, sans pour autant revenir dans une zone confortable pour la pression inflationniste. Le Brent se négocie autour de 89 USD, en repli de 5% sur la semaine, mais toujours en hausse de 45% depuis le début de l'année. Le facteur dominant est géopolitique et structurel à la fois : les négociations entre l'administration Trump et Caracas autour d'une prise de participation américaine dans les gisements pétroliers vénézuéliens ont pesé lourd sur les cours. Mais la persistance du conflit dans le Golfe persique a limité le reflux de l'or noir. Du côté des métaux, l'or reste relativement stable après sa percée récente, autour de 4 600 USD l'once. Sur le front des métaux industriels, le cuivre a progressé de 0,4% à 6,60 USD/lb. Il s'apprête à boucler une huitième semaine consécutive de progression, porté par des retraits massifs dans les entrepôts du London Metal Exchange qui alimentent les craintes sur la disponibilité physique du métal. Le blé domine l'actualité des matières premières agricoles cette semaine, porté par une conjonction de tensions géopolitiques sur les routes d'exportation et de signaux contrastés côté offre. Le blé a atteint ses

plus hauts niveaux depuis plusieurs années, propulsé par les perturbations des exportations en mer Noire. Une série d'attaques croisées a quasi totalement interrompu les chargements de grains dans les ports russes et ukrainiens, ravivant les craintes sur les disponibilités mondiales. Ce mouvement s'est propagé au maïs.

Macroéconomie

Macro : Après avoir laissé les investisseurs dans le flou depuis le début de son mandat, Kevin Warsh était très attendu pour son premier grand oral à Jackson Hole. Dans son discours, il a indiqué que la Fed n'en avait peut-être pas fini avec la lutte contre l'inflation, affirmant que les conditions financières ne lui semblaient pas restrictives et que les derniers chiffres d'inflation (pourtant plutôt rassurants) ne l'ont pas totalement persuadé que l'inflation va revenir vers les 2%. Kevin Warsh ouvre donc la voie à une hausse de taux dans les prochains mois. Les investisseurs ont immédiatement revu leurs paris pour la prochaine réunion de la Fed. Selon l'outil FedWatch du CME, il y a désormais une chance sur deux de voir la Fed relever ses taux en septembre. Crypto : Après avoir bondi de 23% la semaine dernière, le bitcoin (BTC) progresse encore de 2% depuis lundi. Le BTC est ainsi passé de 62 000 à près de 80 000 USD en l'espace de deux semaines. De quoi redonner un peu de baume au cœur des crypto-investisseurs après une longue période morose, entamée en octobre 2025, durant laquelle le bitcoin était passé de 126 000 à 60 000 USD. Une poussée

portée notamment par l'annonce du Trésor américain, qui va doubler, à partir du 9 septembre, la taille maximale de certains rachats d'obligations de long terme. Une mesure qui a temporairement détendu certains rendements obligataires, affaibli l'USD et redonné de l'appétit pour les actifs sensibles à la liquidité, comme le bitcoin. Le mouvement a également été largement soutenu par les ETF Bitcoin spot, qui ont enregistré plus de 3 MrdsUSD d'entrées nettes en deux semaines, portant leur encours total de 73 à 100 MrdsUSD sur la période. La hausse s'est aussi propagée aux principales autres cryptomonnaies : l'éther (ETH) bondit de 33% en deux semaines à 2 500 USD, Solana (SOL) de 40% autour de 105 USD et le BNB de 17% à 704 USD. Les tensions sur le marché obligataire dominant cette fin de mois d'août. L'absence de progrès notable au Moyen-Orient et en Ukraine maintient une toile de fond inflationniste qui maintient en vie le scénario de hausse des taux des grandes banques centrales. La BCE devrait passer à l'action en septembre. A Jackson Hole, Kevin Warsh a également ouvert la porte à un relèvement de taux de la Fed. La semaine de la rentrée sera marquée par les chiffres de l'inflation d'août en zone euro, mardi, en plein débat sur l'évolution des taux de la BCE. Aux Etats-Unis, c'est le rapport mensuel sur l'emploi, vendredi, qui est cerclé de rouge. Côté entreprises, les résultats de plusieurs acteurs de la technologie sont programmés aux Etats-Unis.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Août 2026
Valeur : 31 Août 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.9506	132.9656
1	EUR	EURO		154.9406	154.9847
1	GBP	POUND STERLING		180.8360	180.8810
100	JPY	JAPANESE YEN		83.4174	83.4425
1	CNY	CHINESE YUAN		19.7775	19.7804
1	CHF	SWISS FRANC		165.0740	165.1541
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.8272	95.8587
1	DKK	DANISH KRONE		20.7279	20.7334
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9755	13.9792
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2477	14.2517
1	AED	UAE DIRHAM		36.1997	36.2057
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4091	35.4150
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.2050	433.3950
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3992	45.8555
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3706	14.3722
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9312	21.0385
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3188	3.3291
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.4550	182.4550

APRÈS DES CRUES DÉVASTATRICES

Le Népal a besoin d'au moins 4 milliards de dollars

Après les crues dévastatrices survenues mercredi 26 août dans la région himalayenne entre le Népal et le Tibet chinois, le ministre népalais des Finances a indiqué avoir besoin de 4 à 5 milliards de dollars pour financer les efforts de reconstruction.

Le Népal a besoin de 4 à 5 milliards de dollars pour financer les efforts de reconstruction après les crues dévastatrices survenues mercredi 26 août dans la région himalayenne entre le Népal et le Tibet chinois, a dit ce samedi 29 août à Reuters le ministre népalais des Finances, Swarnim Wagle. "Il s'agit seulement d'une estimation. Les pertes et dégâts sont en cours d'évaluation", a-t-il indiqué, notant toutefois que les besoins sont moindres que lors du séisme de 2015.

Une économie sous pression

Les récentes inondations devraient néanmoins constituer un coup dur pour une économie qui dépend des envois de fonds, du tourisme et de l'hydroélectricité. Le tourisme représente en effet 6,4% du PIB népalais et environ 15% des emplois, selon la Banque mondiale. Or, la région touchée attire d'ordinaire des randonneurs et des alpinistes du monde entier, ainsi que des pèlerins hindous et bouddhistes tibétains. L'autorité responsable de l'électricité au Népal a fait savoir qu'11 centrales hydroélectriques et une solaire, pour une capacité combinée de 431.1 mégawatts, avaient cessé de fonctionner. Cela représente en-



viron 10% des capacités de génération électrique nationales, de même source. De plus, 15 infrastructures énergétiques en construction, pour une capacité annoncée de 470 MW, ont été endommagées, et 900 employés du secteur hydroélectrique sont portés disparus. Swarnim Wagle n'a pas précisé la raison pour laquelle le coût de la reconstruction

pourrait être inférieur aux 9 milliards de dollars dépensés après le séisme de magnitude 7,8 survenu en 2015, la pire catastrophe jamais enregistrée au Népal. Ce séisme avait fait près de 9.000 morts, détruit plus d'un demi-million de logements et engendré des pertes estimées à environ un tiers de l'économie népalaise.

Agence

ROYAUME-UNI

Fléchissement des ventes au détail en août, selon la CBI

Les ventes au détail britanniques ont faibli en août après avoir enregistré en juillet leur meilleure performance en six mois, bien que les commerçants anticipent un redressement en septembre, selon l'enquête mensuelle de la Confederation of British Industry (CBI) publiée mercredi. L'indice principal du volume des ventes de la CBI — basé sur l'évaluation par les détaillants de leurs

volumes de ventes par rapport à l'année précédente — est tombé à -48 en août, un plus bas de deux mois, contre -26 en juillet. « Les entreprises de vente au détail se sont montrées plus pessimistes en août, confrontées à une chute brutale des volumes de ventes. Ces conditions commerciales difficiles, qui se sont répercutées sur l'ensemble du secteur de la distribution, ont continué de peser sur les projets d'investisse-

ment et de recrutement des détaillants », a déclaré Martin Sartorius, économiste principal à la CBI. Les prévisions de ventes pour septembre indiquent une reprise à -22, soit les attentes les plus solides depuis mars. Les ventes pour la période de l'année en août sont tombées à un plus bas de deux mois à -26, contre -18 en juillet. L'indice trimestriel de la situation des affaires de la CBI a reculé à -29 en août, contre -15 en mai. Les

intentions d'investissement sont remontées à -16 en août contre -52 en mai, leur niveau le plus élevé depuis février 2024. Les détaillants ont supprimé des emplois au rythme le plus lent observé depuis novembre 2025. L'enquête est basée sur les réponses de 58 chaînes de vente au détail collectées entre le 27 juillet et le 13 août

R I.

CHINE

Ouverture du Salon 2026 du secteur international des mégadonnées à Guiyang

Le Salon chinois 2026 du secteur international des mégadonnées a officiellement ouvert ses portes le 28 août à Guiyang, capitale de la province du Guizhou, dans le sud-ouest de la Chine. Événement phare de l'industrie numérique au niveau régional, ce salon est devenu une plateforme incontournable pour les échanges technologiques, la mise en relation entre les principaux acteurs et la valorisation des innovations dans le secteur mondial des mégadonnées. Organisé autour du thème du jeton comme nouveau vecteur de valorisation des éléments de données, le salon s'articule autour de cinq axes thématiques principaux : l'infrastructure de la puissance de calcul, l'approvisionne-

ment en données, le développement piloté par des modèles, la garantie de la sécurité et l'expérience intelligente. Il rassemble plus de 300 exposants de premier plan issus des secteurs de l'intelligence artificielle, de l'informatique en nuage, de la sécurité des données et des applications numériques, tant en France qu'à l'étranger. Dans le cadre de la collaboration sectorielle nationale, l'événement s'est associé à quatre parcs industriels distincts pour organiser des séances ciblant spécifiquement le commerce et les rencontres, dans le but de mettre en adéquation les ressources industrielles en amont et en aval. Des partenariats avec plus de 30 entreprises étrangères ont par ailleurs été noués afin d'organiser

une série d'échanges transfrontières et d'activités de mise en relation, renforçant ainsi la coopération internationale, le partage des ressources et le développement commercial dans le secteur des mégadonnées. Ville hôte permanente du Salon chinois du secteur international des mégadonnées, Guiyang s'engage depuis longtemps, aux côtés de la nouvelle zone de Gui'an située à proximité, en faveur du développement de ce secteur et de la création d'un pôle industriel numérique de classe mondiale. À ce jour, la région compte 26 centres de données de grande ou de très grande envergure, dont la capacité de puissance de calcul totale dépasse les 174 EFLOPS. L'informatique intelligente

représente plus de 98 % de la puissance de calcul totale, et l'indicateur moyen d'efficacité énergétique des centres de données locaux s'établit à seulement 1,19, ce qui reflète une efficacité exceptionnelle et illustre les avantages liés à un fonctionnement écologique et à faibles émissions de carbone pour le développement de l'infrastructure numérique nationale. Grâce à l'essor du pôle industriel des mégadonnées, le chiffre d'affaires du secteur des logiciels et des services informatiques dans la région a dépassé les 100 milliards de yuans, une avancée décisive vers un seuil stratégique qui jette des bases solides pour un développement durable de qualité de l'économie numérique chinoise.

Synthèse R I.

JAPON

Tokyo a dépensé un montant record de 96,5 milliards de dollars pour soutenir le yen le mois dernier

Le Japon a dépensé un montant record de 96,5 milliards de dollars pour soutenir le yen le mois dernier, selon les données du ministère. Les autorités japonaises ont dépensé un montant record de 15,4 billions de yens (96,5 milliards de dollars) en intervenant sur les marchés des changes au cours du mois dernier pour soutenir la monnaie locale, selon les données du ministère des Finances publiées vendredi. L'ampleur de l'intervention témoigne de la détermination de Tokyo à redresser le yen, qui se trouve à ses plus bas niveaux depuis quatre décennies, la faiblesse de la monnaie menaçant les bénéfices des grands exportateurs japonais et faisant grimper les coûts d'importation, notamment pour l'énergie. Le Japon importe la quasi-totalité de son énergie, dont 95% proviennent du Moyen-Orient, ce qui l'expose aux ruptures d'approvisionnement causées par la guerre en Iran.

Toutefois, le rythme relativement lent du resserrement monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a maintenu les taux d'intérêt japonais à un niveau bas par rapport à des marchés tels que les États-Unis, encourageant les investisseurs à continuer de financer des transactions mondiales avec un yen bon marché. La BoJ a maintenu ses taux inchangés lors de sa dernière réunion en juillet, bien que les responsables de la politique monétaire aient signalé leur volonté d'accélérer le rythme du resserrement, et les marchés attribuent une probabilité de 65% à une hausse lors de la prochaine réunion en septembre. Les données du ministère des Finances de vendredi fournissent un total pour la période allant du 30 juillet au 26 août 2024. Un détail quotidien précis ne sera pas disponible avant la publication des chiffres trimestriels, probablement au début du mois de novembre 2024. La BoJ est intervenue sur le marché pour acheter du yen les 30 juillet et 31 juillet — incluant une rare action conjointe avec les États-Unis — alors que la monnaie japonaise atteignait ses niveaux les plus faibles en 40 ans, proche de 164 pour un dollar. La Banque de Corée a également synchronisé sa propre intervention d'achat de wons avec celle du Japon pour en amplifier l'efficacité, avaient déclaré les responsables sud-coréens à l'époque.

Agence

SELON DES DOCUMENTS INTERNES

ICE veut des chiens-robots

Boston Dynamics pour traquer les migrants

Le ministère de la Sécurité intérieure prévoit de dépenser entre 1 et 2 millions de dollars pour des robots quadrupèdes Spot, fabriqués par Boston Dynamics, destinés à l'agence de l'immigration ICE. L'agence veut inspecter des zones dangereuses et évaluer les risques encourus par ses agents.



L'ICE a de quoi refroidir n'importe quelle journée d'été ensoleillée dès qu'on l'évoque. Selon un avis de marché publié par le système fédéral de prévision des achats, l'Immigration and Customs Enforcement prépare l'acquisition d'un petit parc de robots Spot. Le bureau de la détention et de l'éloignement, chargé du dossier, supervise la détention et l'expulsion des personnes sans papiers aux États-Unis. Il prévoit que l'opération va coûter entre 1 et 2 millions de dollars, soit environ 860 000 à 1,73 million d'euros. Chaque unité coûte environ 75 000 dollars, autour de 65 000 euros, de quoi envisager l'achat d'une dizaine d'exemplaires. Commercialisé depuis 2020, Spot se déplace de façon autonome sur des terrains accidentés et embarque des caméras et des capteurs pour ses missions d'inspection. L'agence prévoit de lancer l'appel d'offres le 4 septembre, pour une attribution au quatrième trimestre de l'exercice budgétaire et une livraison programmée le 24 avril 2027, sur la base de Fort Benning, en Géorgie. Cet avis est un document prévisionnel, susceptible d'évoluer avant l'attribution définitive du contrat. Mais que viennent-ils faire dans cette galère ?

ICE veut des robots pour l'inspection et l'évaluation des risques

Selon l'avis de marché, ces robots

« améliorent la sécurité du personnel, appuient une prise de décision opérationnelle éclairée et élargissent la capacité du ministère de la Sécurité intérieure à répondre aux incidents survenant dans des zones dangereuses, confinées, instables ou difficiles d'accès ». Boston Dynamics a défendu, dans une déclaration transmise à 404 Media, des usages jugés légitimes, de la détection de gaz dangereux à la recherche et au sauvetage. Les géants de la tech utilisent aussi ces robots-chiens pour surveiller leurs centres de données. Boston Dynamics avait pourtant cosigné, en 2022, une lettre ouverte avec plusieurs autres fabricants de robots, après qu'un collectif artistique a fixé une arme à peinture sur un robot Spot. Les signataires avaient alors promis de ne pas armer leurs machines à usage général. Cette promesse ne concernait toutefois pas les robots conçus spécifiquement pour un usage militaire, exclus du champ de l'engagement. L'avis de marché prévoit, pour ce contrat à prix fixe et sans mise en concurrence, une livraison sur la base militaire de Fort Benning.

Compliant Technologies a aussi décroché 16,7 millions de dollars pour des gants électriques

L'ICE a passé cette commande quelques jours après un autre contrat, attribué à Compliant Technologies. Ce contrat de 16,7 millions de dollars, environ 14,4

millions d'euros, porte sur 6 000 paires de gants à décharge électrique destinés au contrôle des personnes détenues et des manifestants. L'ICE a par ailleurs signé des accords d'accès aux données de LexisNexis et intégré des outils de la société Palantir à ses opérations ces derniers mois. Selon l'agence, ses robots Spot, tout comme ces gants sont destinés à la sécurité de ses agents. Toujours est-il que plusieurs décès sont pourtant survenus lors d'interventions de ses officiers depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, dont ceux de deux citoyens américains, Renee Good et Alex Pretti, dans le Minnesota. Le ministère de la Justice a d'ailleurs transmis, en juillet, des éléments de preuve sur ces deux décès aux autorités du Minnesota. Aucune poursuite n'avait toutefois été engagée contre les agents impliqués, selon la presse locale, plusieurs mois après les faits. Par ailleurs, d'autres services de police ont testé ce type de robot avant ICE. Le département de police de Honolulu a déployé, dès 2021, un robot Spot pour prendre la température de personnes sans domicile, en pleine pandémie. Cet appareil de 150 000 dollars ne serait aujourd'hui plus utilisé, selon la presse locale. New York avait résilié, dès avril 2021, un contrat de 94 000 dollars pour son propre robot Spot, surnommé « Digidog », après une vague de critiques du public et d'élus municipaux.

SpaceX va déployer les processeurs NVIDIA Vera

SpaceX et Nvidia franchissent une nouvelle étape dans leur ambition de déplacer une partie de l'infrastructure d'IA hors de la surface terrestre. Les deux entreprises préparent un système informatique Vera Rubin NVL72 optimisé pour l'espace, destiné à équiper un premier satellite Starwind et dont le lancement est désormais visé pour le quatrième trimestre 2027 avec une augmentation d'échelle en 2028. L'IA pourrait bientôt avoir ses premières infrastructures en orbite. En effet, SpaceX prévoit, avec Nvidia, de mettre en service dès la fin de 2027 un satellite capable d'exécuter des charges d'IA directement dans l'espace. Le système informatique sera équipé de Vera Rubin NVL72, une infrastructure conçue à l'origine pour les centres de données terrestres, mais que les deux entreprises cherchent désormais à adapter aux contraintes particulièrement exigeantes de l'espace.

Un système adapté à l'espace

Le projet repose sur une version optimisée du NVIDIA Vera Rubin NVL72, un système d'IA à l'échelle d'un rack qui combine processeurs Vera, GPU Rubin, interconnexions NVLink et technologies réseau Nvidia. SpaceX doit l'intégrer à son premier satellite Starwind, avec l'objectif de faire fonctionner des capacités de calcul et d'IA directement en orbite. Elon Musk a fixé la première fenêtre de lancement au quatrième trimestre 2027, avant une accélération de déploiement annoncée pour 2028. Nvidia indique que SpaceX travaille précisément à adapter le système Vera Rubin aux contraintes de puissance, de gestion thermique, de bande passante et d'intégration physique propres à l'orbite.

Des data centers en orbite

Le projet ne se limite pas à envoyer une puce Nvidia dans l'espace. SpaceX prévoit d'abord d'utiliser les processeurs Vera pour ses charges de travail liées à l'IA agentique, notamment pour l'exécution de code, le traitement de données, la simulation et l'orchestration des tâches entre différents modèles. « L'IA agente nécessite un nouveau type de système informatique - un système construit non seulement pour générer des réponses, mais aussi pour agir », a déclaré Ian Buck, VP de l'informatique à l'hyperéchelle et de l'informatique haute performance chez NVIDIA. Selon Nvidia, Vera dispose de 88 cœurs Olympus et peut offrir jusqu'à 1,2 To/s de bande passante mémoire. L'entreprise affirme également que le processeur permet jusqu'à 1,8 fois plus de rapidité dans certaines tâches que des processeurs x86, tandis qu'AMD soutient que ses processeurs Zen 6 Venice sont 3,3 fois plus rapides que le Vera au niveau du rack. SpaceX veut progressivement développer une infrastructure de calcul à l'échelle du gigawatt pour soutenir Grok et ses futurs systèmes d'IA, avant d'étendre cette architecture au calcul orbital. L'idée consiste à conserver une même base matérielle et logicielle entre les centres de données terrestres et les infrastructures spatiales. Une stratégie qui pourrait, à terme, transformer les satellites en véritables nœuds de calcul plutôt qu'en simple relais de communication. SpaceX avait déjà présenté en juin le concept de son satellite AI1, destiné à devenir une première brique de cette stratégie. Le lancement prévu en 2027 doit donc être considéré comme une première démonstration plutôt que comme l'arrivée immédiate de gigantesques data centers spatiaux. Mais si SpaceX et Nvidia parviennent à faire fonctionner durablement un système Vera Rubin en orbite, l'IA pourrait bien commencer à conquérir l'espace.

En Chine, BMW vend son iX3 30 000 € de moins qu'en Europe et ce n'est pas qu'une histoire de main d'oeuvre

La Chine a droit à des produits bien moins chers qu'en France pour tout un tas de raisons : absence de douanes, transport et exportations, réseaux de distributeurs moins coûteux et guerre des prix très violente entre constructeurs. Mais dans le cas de l'iX3 proposé aux Chinois, s'il est vendu 30 000 € de moins qu'en Europe, c'est pour une tout autre raison : la batterie. En Europe, BMW garde une clientèle aisée qui ne veut pas franchement de compromis, notamment sur l'autonomie. Mais en Chine, les choses sont bien différentes.

Lister les raisons pour lesquelles les voitures vendues en Chine et en Europe ont parfois autant d'écart de prix serait bien long. Mais pour certains modèles, les explications sont assez faciles à trouver. Nous avons déjà évoqué le cas de ces Volkswagen vendues à petit prix en Chine. Notamment cette ID.3 bénéficiant en plus d'une remise hyper agressive pour la faire tomber au prix d'une simple Dacia Sandero de base à moteur essence. Comment est-ce possible ? Tout simplement parce qu'il s'agit de l'ID.3 produite en Chine avec le partenaire local du constructeur, et sur des taux horaires de salariés d'usines bien plus faible qu'en Europe.

Chez BMW aussi, il suffit d'aller jeter un œil au catalogue chinois pour comprendre l'écart qui subsiste entre l'offre chinoise et européenne. Une i5 eDrive40 démarre à 42 000 € en Chine (uniquement en version longue L) contre 76 000 € pour la France. Un écart de prix de plus de 30 000 € qui semble d'ailleurs constant puisqu'on retrouve aussi ce delta tarifaire sur la gamme du nouveau iX3.

Pourquoi tant d'écart de prix sur les électriques ?

Ces différences ne sont pas aussi grandes sur les thermiques pour une simple raison : comme le rappellent nos confrères d'Autobild, la chimie de batterie diffère selon les versions. Cela n'explique toutefois pas tout : sur l'i5 L chinoise, c'est une batterie NMC de 97 kWh sur la variante eDrive50. Cette même mouture abrite une pile de « seulement » 83 kWh. Pourtant, l'écart de prix entre les deux est énorme.

Mais sur l'iX3, on trouve une réelle différence : la version chinoise, là encore à empattement rallongé, cache une batterie LFP alors que la variante européenne est à batterie NMC. Rappelons que cette chimie, plus densément dotée en énergie, est plus coûteuse à produire que la LFP. Voilà donc une bonne partie de l'explication du prix pour l'iX3 chinois qui démarre à seulement 34 400 € !

Pour le haut de gamme en version « 50 », les Chinois y auront accès pour un peu plus de 42 000 €. En France, le ticket d'entrée de l'iX3 est à 64 950 € et culmine à 72 950 € pour l'eDrive50. Mais avec un avantage certain en matière d'autonomie sur l'iX3 chinois à batterie LFP. Cela justifie-t-il pour autant un tel écart de prix ? Rappelons que l'iX3 chinois est fabriqué en Chine dans l'usine de Shenyang avec le partenaire de BMW, Brilliance Automotive. Voilà une autre explication de l'écart de prix. Trois niveaux de batterie LFP sont au catalogue en Chine : 77, 86,9 et 113,4 kWh sur la variante 50 !

Peu de différence d'autonomie pour l'iX3 chinois

Toujours est-il que les Chinois n'ont pas les mêmes attentes que les Européens. Si l'autonomie compte évidemment sur les électriques, il n'y a probablement pas la même obsession qu'en Europe pour cette caractéristique. D'ailleurs, l'autonomie de l'iX3 le plus cher en Chine est annoncée à 919 km sur cycle d'homologation chinois. En enlevant les 25 % habituels pour retomber sur le chiffre WLTP, on arriverait à 690 km d'autonomie, une valeur proche de notre iX3 eDrive50 européen. Le prix et surtout les technologies sont en réalité les premiers atouts d'un véhicule en Chine, en plus de l'espace à bord (ce qui explique ces versions longues spécifiques au marché chinois). Mais il faudrait aussi comparer ligne par ligne les différences d'équipements, les modèles français en particulier étant généralement bien dotés dès le premier niveau.

DE DETROIT À HANGZHOU

Le grand écart d'Opel / D'Amérique jusqu'en Chine, Opel a-t-il encore des racines ?

De pionnière allemande de la machine à coudre au XIX^e siècle à filiale européenne du géant General Motors pendant près de neuf décennies, la marque Opel a largement contribué à l'industrie allemande souvent dans l'ombre de Volkswagen. Rachetée par PSA puis intégrée au groupe Stellantis, la marque au Blitz a redressé ses finances en puisant dans les banques d'organes françaises de Peugeot, DS et Citroën.

Mais cette ère semble désormais révolue, face au défi de l'électrique qu'il faut produire à bas coûts, le constructeur s'appuie sur le chinois Leapmotor pour concevoir ses futurs modèles. Retour sur la métamorphose continue d'un label en quête perpétuelle d'identité.



Née à Rüsselsheim en 1862 avec la fabrication de machines à coudre puis de cycles, la marque Opel franchit le pas de l'automobile à la fin du XIX^e siècle et propose également des motos à partir de 1901. Sa croissance attire rapidement les convoitises d'outre-Atlantique : en 1929, le géant américain General Motors acquiert 80% du capital d'Opel avant d'en prendre le contrôle total deux ans plus tard. Mais GM n'est intéressé que par les automobiles Opel, dès 1929, l'américain stoppe net la fabrication des vélos comme des motos Opel. Tant pis, qui sait, aujourd'hui Opel serait peut-être l'égal de BMW Motorrad ? Mais oublions les motos et revenons à nos moutons. Durant près de neuf décennies sous le pavillon de Detroit, Opel incarne le pilier européen de GM, à la manière de son éternel rival l'américain Ford bénéficiant de sa propre division Européenne basée en Allemagne où elle fabrique des modèles spécifiques pour le vieux continent. La marque au Blitz façonne avec un style très américain adapté sur des châssis aux dimensions plus modestes convenant aux routes du vieux continent des modèles emblématiques, tels l'Olympia, la Kapitän ou la Diplomat. Cette dernière affiche clairement ses ambitions haut de gamme qui seront par la suite carac-

térisées par les Omega, Signum et Insignia. Tandis que la griffe OPC s'affichait fièrement sur des sportives décomplexées. Mais au fil des ans, l'absence d'expansion hors d'Europe – quand General Motors via sa marque Buick est choyé en Chine – et une stratégie parfois floue finissent par plomber la rentabilité du constructeur allemand. Le salut d'Opel survient au printemps 2017 avec le rachat par le groupe français PSA. Intégrée ensuite au géant Stellantis né de la fusion avec FCA, la marque au Blitz entame une rationalisation industrielle massive. L'ingénierie maison laisse place aux synergies intermarques. Opel pioche directement dans la banque d'organes du groupe pour renouveler l'intégralité de sa gamme. Le SUV urbain DS 3 Crossback prête sa plateforme et son usine française de Poissy (78) au Mokka, tandis que le SUV familial à 7 places Citroën C3 Aircross sert de matrice technique au tout nouveau Frontera. Mais c'est Peugeot qui se charge des modèles prioritaires. La 208 offre ses dessous à la très populaire Corsa, tandis qu'à l'étage supérieur, l'Astra devient la jumelle technique de la Peugeot 308. Enfin, le SUV Opel Grandland chipe la base du Peugeot 3008 de seconde génération. En quelques années, Opel redresse ses marges tout en conservant son iden-

tité visuelle propre en misant subtilement sur un esprit néo-rétro tiré des années 1970.

Le chinois Leapmotor sauveur d'Opel ?

Désormais, une nouvelle étape se profile : le virage vers la Chine et les modèles électriques accessibles. À la recherche de compétitivité sur le marché du véhicule sur prise, Stellantis s'appuie désormais sur son partenariat stratégique avec le constructeur chinois Leapmotor dont Opel exploitera les architectures afin de réduire ses coûts de développement. Un futur SUV compact Opel tirera directement parti de la base technique du Leapmotor B10. Le modèle qui remplacera le Mokka tout en se glissant pour son format voisin de 4,52 m entre le Frontera (4,39 m) et le Grandland (4,65 m) sera produit en Espagne dans l'usine de Saragosse. Plus bas dans la gamme, la marque prépare une toute petite citadine de type E-car. Celle-ci deviendra la sœur jumelle des futures Citroën 2CV et Fiat Panda. Même si l'assemblage de ce petit véhicule urbain sera assuré en Italie sur le site industriel de Pomigliano d'Arco, la plateforme sera celle de la Leapmotor B03. D'un siècle d'influence américaine à une intégration technologique chinoise, Opel sait-il encore où il habite ?

Mots fléchés

LU PAR COEUR		BROYÉ		COPINE		IL A VRAIMENT BESOIN DE LUNETTES		25 DÉCEMBRE		PLUIE ET ÉCLAIRS		ABIMÉE	
CAMÉRA SUR INTERNET		BISTROT		MAL DE GORGE				BONNES ODEURS				MAITRE DE MILOU	
	8					PRODUITS LAIERS				6			
QUI MANGE DE LA VIANDE						1				CRI DE DOULEUR		4	
ILLUSION D'OPTIQUE						SA CAPITALE EST VARSOVIE							
						CELLULE DU CERVEAU							
HISTOIRE FABULEUSE		NOTE DE MUSIQUE			PLAT VIETNAMIEU				ÇA FAIT PROUT				PAS RAPIDE
		NI SOLIDE NI LIQUIDE			INDICATION DE TEMPS				SERPENT VENIMEUX				
							COMPAGNE D'ADAM				TROISIÈME PERSONNE		
											JALOUX		
NOMBRE DE JOUEURS AU FOOT	PAYS SCANDINAVE		LIQUIDE VITAL				FEMME POISSON						
			SAISON				HUMOUR MORDANT						
					CLASSE- MENT							RÈGLE À DESSIN	
					DEMI-DIEU			COUP DE FEU					
								2 À ROME					
ELLE FAIT LA GUERRE		UNE IDÉE À PROUVER		3						VÉLO DE MONTAGNE			
		TRÉSOR								POUR ÉCRIRE AU TABLEAU			
					ASSOMBRIE					5			JOUÉ AU THÉÂTRE
					PRÉNOM FÉMININ								
CONVIENT			QUE DALLE					ÉPOQUE				APRÈS BIS	
ARMÉE ROMAINE													
	2					4 À ROME			VOITURE				
						APERÇU			ENVIRON 3,14				
SIGNAL DU DÉPART			FLUIDE DES PLANTES					UN POINT SUR L'ÉCRAN					7
"HOMME" DES NEIGES													
				APPRIIS			SOUS LA CROUTE DU PAIN				NOTE DE MUSIQUE		

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 190 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 190 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 943 interventions ayant permis de sauver 667 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 254 autres et d'évacuer 20 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute la même source, déplorant toutefois la mort par noyade en mer de 2 personnes au niveau de la willaya de Skikda.

INCENDIES DE RÉCOLTES À GUELMA

La CRMA indemnise 44 agriculteurs

Au total, 44 agriculteurs dont les récoltes ont été affectées, au cours de la campagne agricole 2025-2026, par les récents incendies ayant touché la wilaya de Guelma ont été indemnisés durant le mois d'août par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a indiqué, dimanche, la directrice de cette caisse, Leïla Boubaker. La même responsable a indiqué à l'APS que les agriculteurs ayant contracté une assurance auprès de la CRMA, pour la plupart des producteurs de céréales ayant déclaré des dommages à la suite des incendies de cultures survenus en juillet dernier, ont reçu, en guise d'indemnités, des chèques de différents montants, selon les rapports d'expertise réalisés. Mme Boubaker a également indiqué que le montant total des indemnités versées par la CRMA "a dépassé les 14 millions de dinars", ajoutant que la caisse "a traité les dossiers des agriculteurs affectés par les incendies en un temps record", après avoir chargé des experts, aussitôt après la déclaration des sinistres, de procéder à une évaluation des dommages subis.

APS

PROTECTION CIVILE

Extinction de 18 incendies sur 19 au cours des dernières 24 heures

Les unités de la Protection civile ont réussi à éteindre, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à dimanche 13h00, 18 incendies sur les 19 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, selon un nouveau bilan de la Direction générale de la Protection civile.

Concernant la situation générale des incendies touchant le couvert végétal et les récoltes agricoles jusqu'à 13h00, "les services de la Protection civile ont enregistré 19 incendies, dont 18 ont été éteints", précise la même source. Par ailleurs, "les efforts se poursuivent pour l'extinction d'un incendie dans une zone difficile d'accès, dans la commune d'Ouldja Boulballout, dans la wilaya de Skikda, avec la mobilisation de deux avions bombardiers d'eau (AT-802)".

APS

INCENDIES DE FORÊT

Le président Tebboune préside une réunion

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé hier une réunion consacrée à la prise des mesures nécessaires pour faire face aux conséquences et aux dégâts causés par les récents incendies.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 31 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Tebboune appelle à renforcer l'action africaine commune

Par R E.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé hier à Luanda (Angola) à renforcer et à coordonner les efforts africains pour faire face à l'aggravation de la menace terroriste sur le continent, notamment dans la région du Sahel, réaffirmant l'engagement de l'Algérie à soutenir les mécanismes de l'action africaine commune dans ce domaine.

Intervenant en sa qualité de Champion de l'Union africaine (UA) pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, lors de la 21e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA sur le renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits en Afrique, le président Tebboune a estimé que la lutte contre le terrorisme devait « rester au sommet des priorités de l'action africaine commune ». Le président de la République a relevé, dans son allocution, lue en son nom, par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, que l'aggravation de la menace terroriste et l'élargissement de son emprise géographique en Afrique, particulièrement dans la région du Sahel, ne menaçaient plus uniquement la paix, la sécurité et le développement, mais portaient également atteinte « à l'existence même des États, à leurs institutions et à leur stabilité ». Face à cette situation, il a souligné « l'impérieuse nécessité » de poursuivre le renforcement et la coordination des efforts à l'échelle continentale, tout en intensifiant l'action collective et l'échange d'informations et d'expertises avec la participation de l'ensemble des États membres de l'UA. M. Tebboune a, dans ce cadre, insisté sur la nécessité de renforcer les capacités opérationnelles de l'organisation continentale afin de faire face à l'évolution de la menace terroriste. Il s'est félicité, à ce propos, des progrès enregistrés dans le renforcement des mécanismes d'action de l'UA dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, citant notamment l'adoption par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA du Plan d'action stratégique continental global de l'organisation pour la lutte contre le terrorisme en Afrique. Il a également salué l'activation du sous-comité du Conseil de paix et de sécurité sur le ter-



rorisme, rappelant que ces deux propositions avaient été présentées par l'Algérie en sa qualité de coordonnateur de l'UA pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique. Renforcer les capacités africaines Le président Tebboune a appelé à doter les institutions continentales des moyens nécessaires pour leur permettre d'agir efficacement contre le terrorisme, mettant l'accent sur l'importance du renforcement de la coordination entre les différents organes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Il a cité, à ce titre, la Force africaine en attente et ses composantes régionales, ainsi que les capacités régionales de l'Afrique du Nord en matière de lutte contre le terrorisme. Le président de la République a également souligné que les efforts déployés par l'Afrique pour renforcer son cadre institutionnel de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent nécessitaient le soutien de la communauté internationale. «La réussite du continent africain dans la lutte contre ce fléau est une réussite pour l'ensemble de la communauté internatio-

nale», a-t-il affirmé, relevant que les conséquences d'un éventuel échec ne se limiteraient pas au seul continent africain. Le président Tebboune a, par ailleurs, réaffirmé la position constante de l'Algérie selon laquelle la lutte contre le terrorisme ne doit pas se limiter à ses manifestations visibles, mais doit également s'attaquer à ses causes profondes. Cette approche doit prendre en compte, de manière « cohérente et intégrée », les dimensions sécuritaire, politique et développementale, a-t-il précisé. En conclusion, le président de la République a réaffirmé sa détermination à poursuivre les efforts en faveur du renforcement et de l'activation des mécanismes de l'action africaine commune dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a assuré qu'il ne ménagerait «aucun effort» pour faire avancer les démarches du continent dans la lutte contre ce fléau, afin de permettre aux générations futures de vivre dans la sécurité et la paix et aux pays africains de progresser sur la voie du développement durable et de la prospérité.

تعزية

ببالغ الحزن والأسى، نتقدم بأخلص التعازي وأصدق عبارات المواساة إلى عائلة بودريالة الكريمة بولاية قالمة، وإلى ابنه بلال، إثر وفاة المغفور له بإذن الله الأستاذ عبد العزيز بودريالة.

نسأل الله العلي القدير أن يتغمد الفقيد بواسع رحمته، وأن يسكنه فسيح جناته، وأن يلهم أهله وذويه، ولا سيما ابنه بلال، جميل الصبر والسلوان.

إننا لله وإنا إليه راجعون.



ÉLECTION DES MEMBRES DES ASSEMBLÉES POPULAIRES COMMUNALES ET DE WILAYAS

Le président de la République convoque le corps électoral pour le 28 novembre prochain

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, le samedi 28

novembre 2026, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République. "Conformément aux dispositions des articles 62 et 123 de l'ordonnance n 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique

relative au régime électoral, modifiée et complétée, le président de la République a signé un décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, le

samedi 28 novembre 2026", lit-on dans le communiqué. "La révision exceptionnelle des listes électorales est ouverte à compter du dimanche 6 septembre 2026. Elle est clôturée le jeudi 17 septembre 2026", ajoute le communiqué.